

Besprechungen = Comptes rendus

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **11 (2004)**

Heft 1

PDF erstellt am: **06.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LITERATUR ZUM THEMA COMPTES RENDUS THEMATIQUES

PAOLO PRODI
**UNA STORIA DELLA GIUSTIZIA
DAL PLURALISMO DEI FORI
AL MODERNO DUALISMO
TRA COSCIENZA E DIRITTO**
BOLOGNA, IL MULINO, 2000, 499 P., 41,-

Paolo Prodi, moderniste bien connu en Italie pour ses travaux sur l'Etat pontifical et l'histoire ecclésiastique, se penche dans son dernier ouvrage sur l'histoire de la justice en Occident, et plus précisément sur le rapport entre justice séculière et justice ecclésiastique, droit et morale. Son point de départ, il le précise dès l'introduction, est la «crise» actuelle du droit, caractérisée notamment à ses yeux par son hypertrophie et son caractère autoréférentiel. L'objet est énorme, car l'ouvrage embrasse l'histoire médiévale, moderne et contemporaine, bien qu'il soit centré sur le passage, entre les XVe et XVIIe siècles, du pluralisme des «fors» (le terme de *foro* est défini par Prodi (14) comme «lieu physique ou symbolique dans lequel la justice [...] est exercée concrètement») à la dualité entre conscience et droit. Pour caractériser cette évolution, Prodi articule l'histoire de la pensée juridique et théologique, d'une part, à l'histoire des institutions, de l'autre.

Prodi part du Haut Moyen Age, pour lequel il montre, en se fondant notamment sur les textes des Pères de l'Eglise, l'émergence de deux sphères juridiques distinctes, la justice séculière d'une part, la juridiction sur la conscience de l'autre, avec la pratique de la confession. Cette évolution est parachevée, au XIe siècle, avec la naissance du sacrement de la con-

fession, qui devient un acte judiciaire, et la constitution d'un système de justice ecclésiastique autonome et intégré. Cette tentative n'aboutit cependant pas complètement, et son échec, dû à des facteurs exogènes – l'essor des villes et des monarchies – et endogènes – les conflits au sein même de l'Eglise – ouvre selon Prodi la porte au pluralisme des ordres juridiques.

Entre XIVe et XVIe siècles, on assiste à l'imposition de la norme positive sur le droit naturel, qui précède la montée en puissance de l'Etat. A l'inverse, on observe une tendance à l'autonomisation de la norme morale par rapport à la science juridique. Au début de l'époque moderne, on passe progressivement de la concurrence entre institutions séculières et ecclésiastiques au dualisme entre loi positive et conscience. Ce dualisme est renforcé par la Réforme protestante et par la Réforme catholique – Prodi se réfère ici au paradigme de la professionnalisation, développé par l'historiographie allemande (notamment Wolfgang Reinhard et Heinz Schilling). Dans toutes les confessions religieuses, l'Eglise devient le tribunal de la conscience. Les formes de cette évolution sont cependant bien différenciées: dans les Eglises réformées, l'intervention de l'Etat dans les questions de discipline ecclésiastique aboutit à la création d'un «for mixte», tandis que dans l'Eglise catholique, une sphère normative soustraite au droit positif étatique se met en place au niveau du contrôle de la conscience. La confession joue un rôle central à cet égard. Prodi en donne une lecture politique, se démarquant des travaux d'histoire des mentalités insistant sur la

peur et le contrôle social (Jean Delumeau): la juridiction sur les âmes est le moyen adopté par l'Église pour lutter contre la concentration du pouvoir par l'État. Le développement de la confession par l'Église catholique lui permet en effet de distinguer le «fidèle» du «sujet».

Cette «juridicisation de la conscience» (325) aboutit à la dialectique, caractéristique de la modernité selon Prodi, entre for de la conscience et sphère de la loi positive extérieure. Au XVII^e siècle, on assiste à la fondation de la théologie morale, qui donne à l'Église catholique la base théorique pour mettre en œuvre sa juridiction sur les âmes, une évolution que l'on retrouve dans les confessions réformées – à ceci près qu'il n'y a pas d'autorité ecclésiastique de référence – mais aussi en dehors des Églises: cette éthique «laïque», représentée notamment par Montaigne, appelle à la création de normes morales indépendantes du droit positif.

S'il y a au cours de l'époque moderne autonomisation de la morale par rapport au droit, on observe également ce que Prodi appelle la «sacralisation» du droit, à savoir le développement de son caractère auto-référentiel. On tend alors à insérer à l'intérieur du droit positif les principes moraux qui lui étaient auparavant restés extérieurs: l'hégémonie de la norme positive, selon Prodi, ne résulte pas seulement d'un processus de rationalisation et de sécularisation initié par les Lumières, mais il faut aussi rechercher sa genèse dans l'Ancien Régime, par exemple dans la philosophie politique de Hobbes. Cette superposition entre morale et droit, qui culmine au XVIII^e siècle chez Rousseau, coexiste cependant avec un courant fondant la liberté dans la dialectique entre le droit positif et les normes éthiques, représenté notamment par Montesquieu.

Prodi conclut son ouvrage par une

reflexion sur la situation actuelle. A ses yeux, on assiste aujourd'hui à la disparition du pluralisme des ordres juridiques et à ce qu'il appelle l'émergence d'une norme «à une dimension», phénomènes qui vont de pair avec la mise en discussion de la «symbiose-altérité» entre le christianisme et la société occidentale. Le problème est double: d'une part, les Églises ont perdu leur fonction historique de pôle institutionnel alternatif en tant que «for»; de l'autre, on constate une extension du droit aux domaines qui appartenaient auparavant à la morale – comme la famille et la sexualité. Prodi, qui s'exprime ici en tant que croyant préoccupé par l'avenir du christianisme, affirme la nécessité de la séparation entre pouvoir temporel et pouvoir spirituel. Sans entrer dans le débat, qui relève plus de la philosophie politique que de l'histoire, on pourrait aussi donner une version «laïque» de cette conclusion et réaffirmer la nécessité de la distinction entre droit et morale, à l'instar des penseurs mobilisés tout au long de l'ouvrage.

Au total, il s'agit d'un livre stimulant mais ardu, fondé sur des lectures énormes et proposant une vue panoramique, ambitieuse et originale, de l'histoire de la tradition juridico-politique occidentale, dont Prodi voit la spécificité dans la dialectique entre sacré et profane; une dialectique qui ne se résume pas à une «sécularisation» progressive, mais se caractérise par des emprunts réciproques et une concurrence institutionnelle. Un des apports les plus importants de l'ouvrage est l'insertion de l'histoire du droit, dont Prodi possède une connaissance approfondie, dans son contexte intellectuel et politique. J'ai trouvé particulièrement stimulante la thèse de la continuité entre l'Ancien Régime et la démocratie libérale du point de vue de la sacralisation du droit positif, assez courageuse aujourd'hui, alors que l'on tend à insister sur la spécificité de l'Ancien Régime et à dis-



qualifier toute perspective diachronique comme «téléologique».

Un projet aussi ambitieux prêle évidemment le flanc aux critiques. J'en retiendrai deux. La première concerne l'économie de l'ouvrage: l'auteur se perd parfois dans des développements qui ne sont liés que de façon marginale à la problématique centrale et sur lesquels il n'apporte pas des éclairages vraiment neufs – ainsi des pages sur la naissance du droit pénal moderne (133ss.). La seconde critique concerne l'approche choisie: en privilégiant une vision «depuis le haut», Prodi détache son analyse de l'expérience des acteurs historiques, et il tend à mes yeux à surévaluer la portée sociale des phénomènes dont il postule l'existence, comme la professionnalisation ou la croissance de l'Etat moderne, sans s'interroger sur leurs modalités et sur leur efficacité, alors que l'historiographie récente – notamment la micro-histoire en Italie – a apporté des corrections importantes aux paradigmes mobilisés par Prodi. *Una storia della giustizia* n'en apporte pas moins une contribution importante à l'histoire politique et religieuse de l'Europe.

Bertrand Forclaz (Lucerne, Utrecht)

MICHEL FOUCAULT
DIE ANORMALEN
VORLESUNGEN AM COLLEGE
DE FRANCE (1974–1975)

SUHRKAMP, FRANKFURT A. M. 2003, 476 S., FR. 63.–

«Ist dieses Individuum gefährlich?» Um 1850 wäre es kaum einem Richter in den Sinn gekommen, dies einen Arzt zu fragen. In den letzten 150 Jahren durchlief diese Frage dann allerdings eine bemerkenswerte Karriere: Heute gehören Prognosen von Kriminalpsychiatern über das künftige Verhalten von StraftäterInnen längst zum Gerichtsalltag. Über welche

Transformationen konnte sich dieser Diskurs über «gefährliche Individuen» im Herzen der heutigen Rechtsprechungs- und Strafpraxis etablieren? Diese Frage, die angesichts der heutigen Debatte über die Verwahrung rückfallgefährdeter GewalttäterInnen aktueller nicht sein könnte, bildet den Ausgangspunkt der Vorlesungsreihe *Die Anormalen*, die Michel Foucault vom Januar bis März 1975 am Collège de France hielt und die nun nach *Die Verteidigung der Gesellschaft* (1976) bei Suhrkamp auf Deutsch erschienen ist (*Le pouvoir psychiatrique* von 1973/74 ist soeben auf Französisch erschienen). Die Vorlesungstranskription erlaubt Strafrechts- und PsychriehistorikerInnen und all denjenigen, die sich für die aus Buchpassagen, Aufsätzen und Interviews ansatzweise bekannten Überlegungen Foucaults zur Gerichtspsychiatrie interessieren, sich ein Vierteljahrhundert nach *Überwachen und Strafen* erneut auf die kompakte Analyse der Wahrheitsspiele und Machttechniken im Grenzbereich zweier Disziplinen einzulassen, die im Laufe der Zeit eine strategische Allianz eingegangen sind: die staatliche Strafmacht und die Psychiatrie.

Foucault wäre nicht Foucault, würde er sich seinem Untersuchungsgegenstand nicht von dessen Brennpunkt her annähern: vom psychiatrischen Gutachten. Mit bärbeissiger Genüsslichkeit präsentiert er seiner Zuhörerschaft zunächst zwei zeitgenössische Gutachten, deren Funktion es ist, juristische Entscheidungen herbeizuführen und im Extremfall über Leben und Tod zu entscheiden (Frankreich hat die Todesstrafe erst 1981 abgeschafft). Paradoxerweise produzieren diese Texte durch die Aneinanderreihung simpelster Gemeinplätze («Donjuanismus», «Bovaryismus») zugleich eine «verwaltungsmässige Grotteske» (oder «Ubueske», wie Foucault sagt), die den Anspruch auf Wissenschaftlichkeit im Keim ersticken

müsste. Foucault sieht die Hauptfunktion gericht psychiatrischer Gutachten in einer «Doppelung» (*doublage*) des begangenen Delikts durch eine «Serie von Verhaltensweisen, Seinsweisen, die selbstverständlich in dem Diskurs des psychiatrischen Gutachters als Ursache, Ursprung, Motivation und Ausgangspunkt des Delikts vorgebracht werden». Solche Kausal erklärungen drohen nicht nur das prinzipiell selbstverantwortliche Rechtssubjekt zum Verschwinden zu bringen, sondern machen die angeklagten StraftäterInnen auch zum «Objekt einer Technologie und eines Wissens der Wiedergutmachung, der Wiederanpassung, der Wiedereingliederung und der Züchtigung». Just an dem Punkt, wo die Strafmacht der Psychiatrie nicht nur die Frage nach der strafrechtlichen Verantwortlichkeit, sondern auch die Frage nach der adäquaten Behandlung von DelinquentInnen stellt, taucht das auf, was Foucault die Kategorie der «Anormalen» nennt. Diese «Anormalen» werden weder als Verbrecher noch als Geistesranke, sondern im Hinblick auf eine «Norm» definiert, die zugleich ein «Prinzip der Bewertung» und ein «Prinzip der Korrektur» ist. Sie sind Objekte einer spezifischen «Normalisierung», deren Charakter weder rein juristisch noch rein medizinisch ist.

Den Hauptteil seiner Vorlesung widmet Foucault der Genealogie dieses Bereichs der Anomalie, der sich an der Schnittstelle zwischen Justiz und Psychiatrie konstituiert. Er sieht im «Anormalen» des 19. Jahrhunderts drei «Typen» vereinigt, welche sich seit dem 18. Jahrhundert zunehmend überlagern, bis sie schliesslich in der Gruppe der «Anormalen» aufgehen: das «Menschenmonster», das «korrektionsbedürftige Individuum» und der «Onanist». Foucault hält sich freilich nicht lang mit den frühneuzeitlichen «Monstern», die eine doppelte Überschreitung der natürlichen und

der rechtlichen Ordnung indizieren, und der Geschichte der Teratologie auf, sondern steuert geradewegs auf eine Reihe einschlägiger Gerichtsprozesse des frühen 19. Jahrhunderts zu, die für die Gerichtspsychiatrie konstitutiven Charakter haben. Anhand umstrittener «Modellfälle» wie demjenigen des Kindermädchens Cornier zeigt er, wie die Problematik des Unwillkürlichen, des nicht beherrschbaren Willens, zunehmend die herkömmliche Auffassung von Geistesstörung als einer blossen Störung des Verstands verdrängt. Lange vor Freud rückt der Begriff des «Trieb» und damit das Problem der individuellen Steuerungsfähigkeit ins Zentrum des forensisch-psychiatrischen Diskurses. Bezugspunkt dieses Triebmodells, das nach Foucault bald zum «Vektor des Problems der Anomalie» werden wird, bildet die Norm des sich selbst regulierenden Subjekts, von der ausgehend sich eine ganze Skala individueller Abweichungen und kollektiver «Gefahren» konstatieren lässt. Was sich hier abzeichnet ist das Bild des gemeingefährlichen, jedoch nicht im engeren Sinne geisteskranken Triebtäters, dessen Selbststeuerungsdefizite sich genauso in der alltäglichen Lebensführung wie im Verbrechen entziffern lassen.

Aus zeitlichen Gründen kommt Foucault, wie er gegen Ende der Vorlesung selbst einräumt, nur beiläufig auf das «korrektionsbedürftige Individuum» zu sprechen. Umso ausgiebiger beschäftigt er sich dafür mit der Masturbationskampagne, welche die bürgerliche Kernfamilie im Anschluss an Tissot über lange Zeit in Atem hält. Foucault interessiert sich dabei für die diskursiven Verschiebungen, über die das Sexuelle – etwa in Form der konvulsiven «Besessenheit des Fleisches» – zunächst zum Gegenstand der Medizin gemacht und schliesslich in den Bereich der Anormalität integriert wird. Die «Psychopathia sexualis» markiert insofern



einen Abschluss dieses Prozesses, als in ihr die «Trennwand zwischen Masturbation und den übrigen sexuellen Regelwidrigkeiten» endgültig fällt. Die Masturbation wird nun zur allgemeinen Ätiologie der Krankheiten, die sowohl sexueller als auch neurologisch-psychiatrischer Natur sein können. Wie Foucault anhand eines bereits aus *Der Wille zum Wissen* bekannten Fallbeispiels zeigt, führt die Psychiatrie des späten 19. Jahrhunderts die Trieb- und die Sexualitätsproblematik schliesslich im Konzept einer vererbaren und polymorphen «Perversion» zusammen. Eine «Psychiatrie des Dauerzustands», die im Zeichen der «Grosstheorie der Degeneration» an die Stelle der herkömmlichen Psychiatrie des Deliriums tritt, erlaubt es nun, beliebige Verhaltensabweichungen, das geringfügigste wie das schwerwiegendste Delikt in ein «Schema von fortdauernden und stabilen Stigmata» zu integrieren. Zum neuen Beurteilungsfilter der psychiatrischen Experten wird insbesondere das ubiquitäre Merkmal der «Infantilität». Gleichzeitig entzieht die Fixierung der «Anomalie» in einer vererbten und unveränderlichen Disposition der Psychiatrie ihren therapeutischen Impetus. Die Psychiatrie des 20. Jahrhunderts sollte, so Foucault, künftig im Wesentlichen als «Mechanismus und Instanz zur Verteidigung der Gesellschaft» funktionieren und dabei zur Promotorin eines «internen Rassismus» werden, der sich die «Unschädlichmachung» der «Anormalen» auf die Banner schreibt.

Was bleibt von dieser knapp 30-jährigen Vorlesung? Diese Frage stellt sich umso mehr angesichts der boomenden Foucaultrezeption in der Geschichtswissenschaft, die sich nur zu oft im Beschwören der Faszination erschöpft, welche zweifellos von Foucaults Texten ausgeht. Der Befund, dass der «Anormale» des 19. und 20. Jahrhunderts einen Effekt und nicht das natürliche Objekt

von Diskursen und Normalisierungstechniken im Grenzbereich von Justiz und Psychiatrie darstellt, dürfte bei jedem halbwegs versierten Foucault-Lesenden nur mehr ein bestätigendes Nicken hervorrufen. Der inspirierende Reiz dieses Relikts Foucault'schen Denkens und Redens liegt vielmehr darin, dass es aus zeitlicher Distanz ein Schlaglicht auf heutige Forschungstendenzen und -perspektiven wirft und so zur Selbstreflexion anleitet. In diesem Zusammenhang seien nur zwei Punkte hervorgehoben: Erstens zeigt Foucault zu Recht, dass sich eine Geschichte der Gerichtspsychiatrie weder allein vom Recht noch allein von der Medizin her schreiben lässt. Das forensisch-psychiatrische Gutachterwesen stellt vielmehr das «Herzstück» einer interdisziplinären Zusammenarbeit dar, bei der beide beteiligte Partner «ehebercherisch» werden – wie bei der ominösen Frage nach der «Gemeingefährlichkeit».

Foucault wendet sich denn auch gegen die Vermutung, dass die effektiv festzustellende Ausweitung des gerichtspychiatrischen Tätigkeitsfelds einseitig von der Psychiatrie ausgeht. So lasse sich am Ende des 19. Jahrhunderts eine «Art gemeinsame Forderung der Richter nach einer Medizinisierung ihres Berufs, ihrer Funktion und ihrer Entscheidungen» beobachten, während gleichzeitig von lokalen Behörden, Hausärzten und Justizbeamten ein vermehrter «Ruf nach der Psychiatrie» ausgehen würde. Folgenreich ist an dieser Konstellation, dass die Intervention der Psychiatrie nicht mehr allein in Bezug auf die Beurteilung der strafrechtlichen Verantwortlichkeit, sondern vor allem im Hinblick auf die Behandlung, Besserung und «Unschädlichmachung» von StraftäterInnen erfolgt. Was sich hier abzeichnet, ist die – noch kaum geschriebene – Geschichte des Massregelvollzugs. Zu bedenken ist freilich, dass Foucault dieses «Einklinken der Psychia-

trie in die gerichtliche Macht» (einmal mehr) ausschliesslich vor dem Hintergrund der französischen Rechtsentwicklung beleuchtet. Zweitens streicht Foucault die Kontinuität einer in der Tradition der Degenerationstheorie stehenden «Psychiatrie des Triebes» heraus, die sich gerade im forensischen Bereich nachhaltig festsetzt und in Gutachten für einen grotesk anmutenden Anachronismus sorgt. Unabhängig davon, wie plausibel einem die von Foucault postulierte Verschränkung der drei «Typen» erscheint, frappiert die Ähnlichkeit des «Anormalen» des 19. Jahrhunderts mit dem «Psychopathen» des 20. und der «dissozialen Persönlichkeit» des 21. Jahrhunderts. Kritisch zu diskutieren bleibt dagegen die Behauptung, dass die Psychiatrie als solche seit der Mitte des 19. Jahrhunderts in einem Raum funktioniert, der «durchgehend, wenn auch in einem weiten Sinne, gerichtsmedizinisch beziehungsweise pathologisch-normativ ist». Zumindest im Bereich der Forensik wird die Geschichtswissenschaft aber nicht darum herum kommen, Kontinuitäten über die von heutigen PsychiaterInnen gern betonte reformpsychiatrische Wende der 1970er-Jahre hinaus zu thematisieren. Im Hinblick auf eine Geschichte der Gegenwart gilt es die Groteske, die auch heutigen Gerichtsgutachten zuweilen anhaftet, ernst zu nehmen.

Urs Germann (Bern)

**BERTOLD MÜLLER
RECHTLICHE UND
GESELLSCHAFTLICHE STELLUNG
VON MENSCHEN MIT EINER
«GEISTIGEN BEHINDERUNG»
EINE RECHTSHISTORISCHE STUDIE
DER SCHWEIZER VERHÄLTNISSE
IM 19. UND 20. JAHRHUNDERT**

SCHULTHESS, ZÜRICH 2001, 433 S., FR. 72.–

Arbeitet man sich als Historiker, als Historikerin in ein neues Thema ein, stellt man sich oft und meist bald einmal die Frage, was eigentlich von Rechts wegen Sache war, was also wann und wie gesetzlich geregelt war. Die Recherchen zu dieser Frage stellen sich dann häufig – und gerade in der föderalistischen Schweiz – als sehr aufwändig heraus. Nicht selten stösst man dabei auch an Grenzen.

Die Dissertation von Bertold Müller stellt für recht(sgeschichte)lich Unkundige, die über geistige Behinderung, aber auch zu Themen wie Fürsorge und Psychiatrie in der Schweiz im 19. und 20. Jahrhundert arbeiten, eine grosse Hilfe dar. Der Autor befasst sich nämlich nicht nur – wie es im Titel heisst – mit der rechtlichen und gesellschaftlichen Stellung geistig behinderter Menschen, sondern auch mit derjenigen psychisch Kranker, weil für Geisteschwache und Geisteskranke häufig dieselben Rechte galten.

Bertold Müller gliedert seine Studie in fünf Hauptkapitel: Ein «Grundlagenkapitel» geht auf den Ausdruck «geistige Behinderung» ein und zählt in einer kurzen Begriffsgeschichte andere Ausdrücke auf, die in diesem Zusammenhang verwendet wurden. (Der Autor verwendet in seiner Arbeit übrigens konsequent den Begriff «Menschen mit einer geistigen Behinderung», weil er diese nicht – wie er schreibt – auf deren Behinderung reduzieren will.) Weiter zeigt er am Beispiel von drei Schweizer Autoren, auf welche



Ursachen geistige Behinderung zurückgeführt wurde, und stellt dar, welche Rollen die Gesellschaft geistig behinderten Menschen zuwies. Das zweite Kapitel geht auf den ideologiegeschichtlichen Kontext ein; hier zeigt Bertold Müller, wie Wissenschaft und Gesellschaft geistig Behinderte sahen und mit ihnen umgingen. Eine zentrale Rolle spielte vor dem Aufkommen der Heilpädagogik die Psychiatrie, wobei der Autor auch auf verschiedene psychiatriegeschichtliche Themen zu sprechen kommt, die nicht in direktem Kontext mit seinem Thema stehen. Des Weiteren gibt er auf jeweils wenigen Seiten einen Überblick zu Vererbungslehren, antiindividualistischem Denken, Eugenik und Euthanasie. Das dritte Kapitel befasst sich mit der Stellung der geistig Behinderten im Schweizer Recht: Zur Sprache kommen das Vormundschaftsrecht, die Beschränkung der Ehefähigkeit, die Sterilisation und die Invalidenversicherung. Hier wird die Geschichte dieser vier Rechtsbereiche aufgezeigt, wobei auf der kantonalen Ebene vor allem das Beispiel Zürich im Vordergrund steht. So behandelt der Autor beim Vormundschaftsrecht die Gründe für eine Entmündigung, die Mitwirkung von Experten in der Form von Gutachten sowie die Verfahrensvorschriften; an den Schluss des Kapitels stellt er eine Beurteilung und einen Überblick über die aktuellen Revisionsbestrebungen. In diesem Kapitel zitiert er in den Anmerkungen häufig und ausführlich aus Quellen wie Gutachten, medizinischen oder juristischen Texten, um seine Ergebnisse, die er im Haupttext präsentiert, für die LeserInnen nachvollziehbar zu machen. Das vierte Kapitel enthält «Fallanalysen zur Entmündigung von Menschen mit einer <geistigen Behinderung>». Da der Autor keinen Zugang zu den Akten der Psychiatrischen Universitätsklinik Zürich und der Psychiatrischen Klinik Königsfelden

(Aargau) erhielt, ist er auf die Akten des Stadtarchivs Zürich ausgewichen. Mit Hilfe dieser Quellen stellt er Biografien verschiedener Betroffener dar, geht auf psychiatrische Gutachten ein, auf die Beziehungen zwischen den Beteiligten – Betroffene, Psychiater und Behörden – sowie auf die Folgen der vormundschaftlichen Massnahmen für die Betroffenen. Im abschliessenden fünften Kapitel erörtert Müller die Frage, ob und inwiefern für Menschen mit einer geistigen Behinderung ein Sonderrecht zu befürworten sei. Auch an anderen Stellen scheut er – in jeweils eigenen Unterkapiteln – nicht vor einer Beurteilung zurück; die Arbeit zeugt von einem grossen Engagement für die Interessen der geistig Behinderten.

Stellt man sich unter Rechtsgeschichte eine Disziplin vor, die sich mit kodifizierten Normen, deren Entstehung und Wandel befasst, ist die Dissertation von Bertold Müller keine typische rechtshistorische Studie, weil sie auch die «gesellschaftliche Stellung» von geistig behinderten Menschen in der Schweiz behandeln und diese in «grosse» historische Zusammenhänge stellen will. In den Augen einer Historikerin ist diese Absicht allerdings fehlgeschlagen: Selbst in einem Buch von über 400 Seiten ist es nicht möglich, Themen wie Norm und Normalität, die Entwicklung der Anstaltspsychiatrie, das Aufkommen der Heilpädagogik, Eugenik und Euthanasie auch nur annäherungsweise befriedigend darzustellen. Da sind Allgemeinplätze, Ungenauigkeiten und Fehler, vor allem aber auch blinde Flecken wohl unvermeidlich; die Themen sind zu komplex und der jeweilige Stand der Forschung zu fortgeschritten, als dass man vieles nur antippen könnte. Im ersten und zweiten Kapitel hätten gewisse Abschnitte – zum Beispiel zur Euthanasie, zur psychiatrischen Familienpflege oder zu den Versuchen einer «Irrenrechts-

reform» in der Schweiz am Ende des 19. Jahrhunderts – weggelassen, andere klar auf die Fragestellung und die weitere Arbeit hin fokussiert werden können. Das vierte Kapitel bietet Interessierten zwar eine Fülle von Zitaten aus psychiatrischen Gutachten und Vormundschaftsakten, aber keine ausführlichen Fallschilderungen. Bertold Müller führt nur kurze Zitate an und stellt diese nicht in den Kontext des entsprechenden Falles. Informationen wie das Alter der betreffenden Personen, ihr soziales Umfeld, die Gründe für die Begutachtung oder Internierung kommen nicht zur Sprache. So sind zum Beispiel die zitierten Aussagen über einen Mann, der «wegen der ungünstigen sozialen Verhältnisse, besonders aber wegen mangelnder intellektueller Begabung keinen eigentlichen Beruf erlernen konnte», sondern «als Hilfsarbeiter in verschiedenen Fabriken» arbeitete (354), kaum aussagekräftig, wenn man nicht mehr über den Fall erfährt. Das dritte Kapitel hingegen bietet eine Fülle von wertvollen Informationen. Hier kann man nachlesen, wann im Zusammenhang mit Entmündigung, Ehefähigkeit, Sterilisation und Invalidenrente welche Gesetze galten, wie diese zustande kamen und welchem Wandel sie unterworfen waren. Hier würde man auch gerne noch mehr erfahren, zum Beispiel – vor allem vor der Einführung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches im Jahre 1912 – zur Situation in weiteren Kantonen. Da, wie auch der Autor schreibt, kaum Literatur zum Thema geistige Behinderung und Recht existiert, ist dieses Kapitel, aber auch die Bibliografie, die ein umfangreiches Quellenverzeichnis enthält, von grossem Wert.

Die Historikerin weiss, dass sich eine rechtshistorische Studie von einer historischen unterscheiden darf, dass andere Disziplinen andere Usancen und andere Schwerpunkte haben. Insofern ist ihr Blick auf diese Dissertation natürlich

durch eine «déformation professionnelle» geprägt. Vielleicht scheint ihr auch gerade deshalb der eigentliche rechtshistorische Teil am besten gelungen. Eine historische Analyse der rechtlichen und vor allem der gesellschaftlichen Stellung von geistig Behinderten in der Schweiz würde und müsste jedoch bestimmt anders ausfallen.

Marietta Meier (Zürich)

**LUKAS GSCHWEND
DER STUDENTENMORD
VON ZÜRICH
EINE KRIMINALHISTORISCHE
UND STRAFPROZESSANALYTISCHE
UNTERSUCHUNG ÜBER
DIE UNAUFGEKLÄRTE TÖTUNG
DES STUDENTEN LUDWIG LESSING
AUS FREIENWALDE (PREUSSEN)
AM 4. NOVEMBER 1835. ZUGLEICH
EIN BEITRAG ZUR ERFORSCHUNG
DER POLITISCHEN KRIMINALITÄT
IM VORMÄRZ**

VERLAG NEUE ZÜRCHER ZEITUNG, ZÜRICH 2002,
476 S., 19 ABB., FR. 58.–

In der Nacht vom 3. auf den 4. November 1835 wurde der seit Ende 1834 in Zürich immatrikulierte deutsche Student Ludwig Lessing auf dem in der Gemeinde Enge gelegenen Sihlhölzli mit zahlreichen Messerstichen ermordet. Vermutungen, wonach Lessing ein preussischer Spitzel sei, hatten zuvor schon in Bern kursiert, wo er sich vom März bis zu seiner Ausweisung im November 1834 aufhielt. In Zürich sah man in der Tat einen Raubmord, aber auch eine Abrechnung mit dem Verräter unter Mitgliedern des Jungen Deutschland wurde nicht ausgeschlossen. Der Verdacht der Spitzelei erhärtete sich im Laufe der Untersuchungen im Sommer 1836, 1894 bestätigte auf Grund von Archivstudien ausgerechnet der borussische Historiker Heinrich von



Treitschke diesen Sachverhalt. Der Mord konnte trotz umfangreicher Ermittlungen durch die Zürcher Justiz nicht aufgeklärt werden, der wegen Beteiligung in Haftgenommene Baron von Eyb, recte Zacharias Aldinger, selbst Mitglied des Jungen Deutschland und Spitzel Metternichs, wurde im April 1837 in diesem Punkt freigesprochen. Die Tat hatte für die Flüchtlingsszene gravierende Folgen: Im August 1836 erliessen die Kantone, teils auf Grund ausländischen Drucks, teils aus eigenem Interesse, ein «Fremdenconclusum» und wiesen über 150 hauptsächlich deutsche Flüchtlinge aus, ein Vorgang, der als «Flüchtlingsschatz» in die Geschichte einging.

Diese Ausgangslage nahm der Jurist Gschwend in seiner rechtsgeschichtlichen Habilitationsschrift zum Anlass, um den Fall nochmals zu prüfen, nicht um ihn zu lösen, sondern um «unter Berücksichtigung neu erschlossener Quellen, vernachlässigte Lösungsansätze aufzuzeigen». Dazu skizzierte er die von der Regenerationsregierung neu geschaffenen strafprozesslichen Regelungen, er rekonstruierte Tat, Tathergang und Biographie sowie das politische und private Umfeld des Opfers, liess den Obduktionsbericht von einem Experten überprüfen, folgte den weitläufigen Abklärungen der Zürcher Untersuchungsbehörden, namentlich des Verhörrichters, suchte in aufwändigen Archivstudien nach den Spitzelberichten und der Korrespondenz der preussischen und österreichischen Überwachungsbehörden und konfrontierte die gewonnenen Erkenntnisse mit den Ergebnissen der Zürcher Untersuchung. Beigefügt sind ein nützlicher, nicht in jedem Fall ganz zuverlässiger biographischer Anhang, vier Berichte Lessings, die er aus Bern beziehungsweise Zürich nach Berlin sandte, sowie Auszüge aus den Statuten der damals in der Schweiz aktiven politischen Geheimgesellschaften.

Herausgekommen ist die Geschichte eines Kriminalfalls, die sich streckenweise spannend liest und Einblicke in die geheime Welt des Jungen Deutschland, in die von Spitzeln durchsetzte Emigrantenszene und ihrer Auftraggeber wie in die Anfangsschwierigkeiten des jungen liberalen, rechtsstaatlichen Maximen verpflichteten Kantons Zürich gibt, die aber ebenso wie die vom Autor kritisierte Arbeit der Zürcher Untersuchungsbehörden etwas an Weitschweifigkeit und gelegentlich auch an Doppelspurigkeit leidet. Wie beurteilt der Autor die damalige Untersuchung? Wäre 1837 ein positives Ergebnis möglich gewesen? Soweit möchte Gschwend nicht gehen, doch übt er in verschiedenen Punkten Kritik am Verfahren und listet eine Reihe von strategischen und taktischen Mängeln auf. Insbesondere der Verhörrichter erhält für seine Arbeit keine guten Noten, Gschwend hält ihn für «überfordert» und «unerfahren». Hindernd habe sich zudem die unklare Zuständigkeit und Eigenmächtigkeit der verschiedenen kantonalen Rechtsinstanzen wie auch die mangelnde Zusammenarbeit zwischen den Kantonen Bern und Zürich ausgewirkt, während Preussen keine Rechtshilfe gewähren wollte. Interessanter als diese teilweise subjektiven Einschätzungen sind die Ausführungen über die «politische Einflussnahme auf das Verfahren». Hier berichtet der Autor vor allem anhand der in den Archiven gefundenen Berichte und Kommentare über kompromittierende Episoden aus dem Privatleben führender liberaler Vertreter Zürichs und ihre politische Verwicklungen mit Mitgliedern des Jungen Deutschland und zieht daraus den Schluss, dass von dieser Seite «ein geringes Aufklärungsinteresse» bestanden habe, eine Meinung, die auch die preussischen Beobachter vertraten. Daher galt es, «eine dem liberalen, frührechtsstaatlichen Anspruch gerecht werdende Berei-

nigung des Vorfalles zu erzielen», was «durch die konsequente Durchführung eines letztlich aussichtslosen Verfahrens» erfolgt sei. Sollte dies zutreffen, handelte es sich hier, wie es im Klappentext heisst, um einen «Justizskandal erster Güte». Abschliessend sucht Gschwend, mit einigen spekulativen Überlegungen Richtungen anzuzeigen, in welche «die damalige Strafuntersuchung hätte führen müssen», ohne damit einen wissenschaftlichen Anspruch zu verbinden. Dazu gehören Mutmassungen zur «möglichen Tatbegehung durch Mitglieder des Jungen Deutschlands» und anderer Geheimgesellschaften wie der Carbonaria oder Mazzinis und des Jungen Europa. Auch das Interesse Preussens an einer Beseitigung Lessings, worauf schon Mitglieder des Jungen Deutschland während der Vernehmung hinwiesen, wird von ihm erörtert.

Die vom Autor gewählte Vorgehensweise scheint mir nicht unproblematisch, nicht nur, weil sich bei der Lektüre immer wieder der Eindruck einstellte, er rolle in der Position eines Staatsanwalts den Prozess noch einmal auf breiter Front neu auf und konterkarierte die eigenen Absichten laufend selber. Dazu geben etwa seine Überlegungen zum «wahrscheinlichen Tötungsvorgang» Anlass, die er auf Grund des von einem Experten begutachteten Obduktionsberichts formulierte. Sie bestätigen wohl den kriminalistischen Spürsinn des Forschers, doch für das Verständnis des Falls ist damit wenig gewonnen. Mit der gewählten Vorgehensweise begab sich der Autor zudem auf ein Feld, in dem bereits die an der Aufklärung des Falls Beteiligten die Orientierung verloren. Da die Untersuchung im Emigrantenzenkel des Jungen Deutschland spielte, die laut ihren Statuten Verrat mit dem Tode bestrafte, waren auskunftsfreudige Zeugen nicht zu erwarten. Gschwend spricht von der «Macht des Schweigens» und verweist auf gleiche Erfahrungen des

Berner Regierungsstatthalters in der gleichzeitig geführten Untersuchung gegen das Mitglied des Jungen Deutschland Ernst Schüler. Aus dem gleichen Grund existieren auch keine Quellen der Geheimbünde. Ob statt dessen die Spitzelberichte geeignet sind, Licht in das Dunkel zu bringen, ist fraglich. Erfahrungsgemäss sind dies zwiespältige Quellen, deren Wahrheitsgehalt nur schwer zu überprüfen ist. Die Berichte Lessings, soweit sie hier vorliegen oder zitiert werden, machen da keine Ausnahme. Deshalb muss Gschwend daraus verwendete Aussagen auch immer wieder relativieren.

Zum Schluss sei auf eine weitere, dem Rezensenten aus eigener Forschung bekannte, ebenso vage Spur im Fall Lessing hingewiesen. Wilhelm Liebknecht, der 1847 in Zürich das gleiche Zimmer wie Lessing bewohnte, erinnerte sich an die Erzählung der Zimmerwirtin, wonach die Wunden der im Zimmer liegenden Leiche wieder aufgebrochen seien, «als einer der Freunde, der allgemein für den Mörder galt, sich der Leiche genah habe».

Markus Bürgi (Zürich)

**JEAN-PAUL JEAN, DENIS SALAS
BARBIE, TOUVIER, PAPON
DES PROCES POUR LA MEMOIRE**

PARIS, EDITIONS AUTREMENT, 2002, 173 P., 19,95

Deux questions essentielles sont au cœur de l'ouvrage, qui concernent chacune une catégorie de spécialistes. La première interrogation, formulée par la magistrature, est celle de savoir, pour des crimes placés hors du temps par voie d'imprescriptibilité, comment juger sans anachronisme; ou, en d'autres termes, comment rendre aujourd'hui la justice de la manière la plus impartiale possible pour des faits commis plusieurs décennies auparavant. En corollaire, se pose égale-



ment le problème de la responsabilité contemporaine des auteurs des actes incriminés; des personnes qui, au moment de leur inculpation, ont vieilli autant que les agissements qui leur sont reprochés. Or, la vérité judiciaire implique d'établir des faits précis, juridiquement qualifiés et qui engagent une responsabilité personnelle. Pour atteindre cet objectif, le juge fait appel, lors de procès aussi emblématiques que ceux relatifs aux crimes contre l'humanité commis sous l'Occupation, à l'historien. Pour ce dernier, répondre aux sollicitations de la justice ne va pas non plus sans questionnements. S'il doit remplir ce devoir en tant que citoyen, le peut-il en tant que professionnel de l'histoire?

Dans sa contribution (*L'expertise des historiens dans les procès pour crimes contre l'humanité*), Henry Rousoo répond par la négative, soulignant notamment que, devant le prétoire, l'historien se transforme en un «expert» ad hoc, dont la tâche primordiale est de rappeler à la cour le «contexte» dans lequel s'est déroulé le crime. Or, outre le fait qu'en histoire cette notion de «contexte» n'existe pas en soi, l'historien est, dans une cour de justice, entravé dans son métier même, car ce cadre est incompatible avec les conditions nécessaires à l'élaboration d'un vrai savoir historique. Bien plus, en participant à une relecture de l'histoire par le droit, l'historien, jusqu'alors seul maître de ce processus, prend le risque de s'éloigner de sa communauté scientifique d'origine.

Le magistrat Denis Salas se veut plus nuancé (*La justice entre histoire et mémoire*). Tout en constatant que l'histoire et la justice sont séparées tant par leurs objectifs que par leurs méthodes, l'auteur trouve toutefois des liens entre les deux disciplines. La première se nourrit des archives laissées par la seconde qui, à son tour, peut bénéficier de la recherche his-

torique. Mais, histoire et justice se retrouvent sur la question de la mémoire. Car, pour Denis Salas, le jugement du tribunal et l'expertise de l'historien servent à reconstruire le rapport d'une communauté politique à sa mémoire traumatique. «Leur seule ambition est de façonner une politique d'oubli pour rendre l'avenir collectif possible. Chacun à sa place, ils réalisent une œuvre de justice d'un type nouveau: il s'agit moins de punir le mal que de contribuer à reconstruire une identité collective blessée et à rendre ses droits à la vérité». (33)

Vérité historique contre vérité judiciaire? Tel pourrait être le sous-titre de ces deux contributions issues d'un colloque consacré justement à la vérité historique et à la vérité judiciaire, et dont les excellentes Editions Autrement ont publié les actes dans le cadre de leur collection Mémoires. Outre une partie consacrée aux trois procès cités en titre et qui donne la parole à des magistrats ou des historiens directement impliqués dans ces affaires, l'ouvrage aborde dans une seconde partie une analyse comparative sur la manière dont Français et Allemands ont abordé les procès de l'après-guerre. On lira plus particulièrement l'article édifiant de l'historien Ingo Müller (*Comment les Allemands ont jugé les crimes du nazisme*) qui met en relief l'échec flagrant de la dénazification dans le domaine de la justice; échec qui se traduit par une amnistie quasi générale et par la volonté publique d'oublier les crimes du passé.

Une troisième partie traite de la problématique des crimes contre l'humanité sous des aspects plus contemporains, mais aussi plus juridiques (Michel Massé, *L'évolution de la notion de crimes contre l'humanité*; Pierre Truche, *Juger demain les crimes contre l'humanité*). L'amateur d'histoire se reportera pour sa part à l'article de l'historienne Raphaëlle Branche, grande spécialiste de la Guerre d'Algérie

qui traite ici l'un de ses aspects les plus tragiques, puisqu'il s'agit de la pratique de la torture par l'armée française (*La torture pendant la Guerre d'Algérie: un crime contre l'humanité?*).

Daniel Palmieri (Genève)

**NORBERT FREI, DIRK VAN LAAK,
MICHAEL STOLLEIS (HG.)
GESCHICHTE VOR GERICHT
HISTORIKER, RICHTER UND
DIE SUCHE NACH GERECHTIGKEIT**

C. H. BECK, MÜNCHEN 2000, 186 S., FR. 21.90

Der in der Beck'schen Reihe zur Zeitgeschichte erschienene Band – so viel vorweg – ist ein äusserst gelungener Beitrag insbesondere zur wissenschaftlichen Diskussion der Problemkreise um die internationale Bewältigung nationalsozialistischen Unrechts seit 1945; ein Glücksfall für Leserinnen und Leser, beleuchtet die Aufsatzsammlung doch wissenschaftlich sauber und differenziert zahlreiche wichtige Aspekte dieser kontroversen und schwierigen Thematik in ihrer ständigen Aktualität. Hohe Informationsdichte, mannigfaltige, bisweilen auch mutige Ausleuchtung der aufgeworfenen Fragenkomplexe, und gute Lesbarkeit kennzeichnen den durch seine konzise Anlage äusserst lobenswerten Sammelband, der eine Anschaffung allemal lohnt.

Dirk van Laak (*Widerstand gegen die Geschichtsgewalt. Zur Kritik an der «Vergangenheitsbewältigung»*) nimmt eine Feststellung des durch sein der NS-Ideologie nahestehendes Werk «Der totale Staat» (1933) erheblich belasteten Carl-Schmitt-Schülers und späteren Heidelberger Staats- und Verwaltungsrechtlers Ernst Forsthoff von 1965, wonach die Mitwirkung des Instituts für Zeitgeschichte im Frankfurter Auschwitz-Prozess zu einem «forensischen Historismus» in der

Rechtswissenschaft führe, welcher insbesondere die Zeitgeschichte selbst wissenschaftlich disqualifiziere, zum Anlass, die Verwendbarkeit der Geschichte für die juristische und psychologische Aufarbeitung des NS-Unrechts zu prüfen. Er kommt zum Schluss, die seit 1946 im Rahmen von Kriegsverbrecherprozessen durchgeführte juristische Aufarbeitung habe kaum ein Gefühl nachträglicher Gerechtigkeit zu erzeugen vermocht. Auch die Zeitgeschichte, obgleich als Vertreterin eines «kollektiven Gedächtnisses» und als Agentin einer «heilsamen Erinnerung» durchaus hilfreich, stosse an Grenzen des Verstehens und verfüge über eine beschränkte Leistungsfähigkeit. Ihre Stärke liege vielmehr in der Schärfung des Urteilsvermögens.

Unter dem Titel *Die Verschmelzung von Geschichte und Kriminologie* befasst sich Irmtrud Wojak mit historischen Gutachten im ersten Frankfurter Auschwitz-Prozess. Sie weist dabei auf die Gefahren hin, die mit einer Verschmelzung juristischer und historischer Methoden einhergehen, wenn der historische Erkenntnisgewinn in der Individualisierung des Geschehens vermittelst einer juristisch-subjektivistischen Täterfokussierung gesehen und darob das gesamthistorische Bedingungsgefüge ausgeblendet wird: «Allein die Ermittlung ideologischer Motivationen oder niederer Beweggründe krimineller Handlungen erklärte nicht die Ursachen der verbrecherischen Politik des NS-Regimes, die aus dem Zusammenwirken sozialer, politischer und wirtschaftlicher Faktoren hervorging.» Michael Wildt (*Differierende Wahrheiten. Historiker und Staatsanwälte als Ermittler von NS-Verbrechen*) kommt zum Schluss: «Was Historiker von Staatsanwälten lernen können, ist die Präzision der Beschreibung des Ereignisses. Was sie nur in Abgrenzung zum juristischen Diskurs erforschen können, ist der Kontext des



Mords, die Bereitschaft so vieler, den Mord zu begehen, die Billigung der Mörder durch die Gesellschaft, das Mit-Tun von Hunderttausenden.»

Dieter Gosewinkel (*Politische Ahndung an den Grenzen des Justizstaates. Die Geschichte der nationalsozialistischen Justiz im Deutschen Richtergesetz von 1961*) und Jörg Requate (*Vergangenheitspolitik in der Debatte um eine Reform der Justiz in den 1960er-Jahren*) zeigen in beklemmender Weise auf, wie fragwürdig die juristische Reaktion auf NS-Richterunrecht in der jungen Bundesrepublik ausfiel. Ausgerechnet die durch ihre Mitwirkung insbesondere an unzähligen Todesurteilen massiv belasteten Protagonisten der Nazijustiz profitierten vom neu errungenen rechtsstaatlichen System, das sich bei der rechtsförmigen Aufarbeitung seiner Vergangenheit selbst blockierte: «Zwischen 1948 und 1968 kam es lediglich zu 15 Strafverfahren wegen unrechtmässiger Todesurteile. Nur zwei Berufsrichter wurden schuldig gesprochen – und dies angesichts der Zahl von mehr als 40'000 Todesurteilen, die von Straf- und Militärgerichten verhängt worden waren. Richter, die über diese Todesurteile zu befinden hatten, wurden zu Richtern ihres eigenen Berufsstandes und seiner Massstäbe – zu Richtern in eigener Sache.» Die deutsche Richterschaft wehrte sich Anfang der 1960er-Jahre vehement gegen eine Grundgesetzänderung, welche die Entlassung belasteter Richter und Staatsanwälte gegen deren Willen ermöglicht hätte. Gosewinkel zeigt eine beklemmende, fast uneingeschränkte Solidarität unter den Richtern der BRD auf, welche die jüngeren Juristengenerationen schockieren muss. Jörg Requate stellt am Beispiel des ehemaligen Präsidenten des Bundesgerichtshofs, Hermann Weinkauff, dar, wie sich in den 1960er-Jahren eine deutliche Tendenz dahingehend entwickelte, die deutsche Jus-

tiz als eines der Hauptopfer des Nationalsozialismus darzustellen. Aus heutiger Sicht schwer verständlich, wurde Richtern, welche an offensichtlich unbegründeten Todesurteilen beteiligt waren, regelmässig ein Fehlen des Rechtsbegehrs zugute gehalten, was eine Verurteilung wegen vorsätzlicher Tötung ausschloss. Da nach 1960 zufolge Verjährung auch keine Verurteilungen wegen fahrlässiger Tötung mehr möglich waren, fehlte die Möglichkeit zu einer strafrechtlichen Sanktion. Am Beispiel des Richters am Volksgerichtshof, Hans-Joachim Rehse, geht Requate auch auf die äusserst heikle Problematik des Mitverantwortung erzeugenden Richtens durch Schweigen ein – ein Thema von ungebrochener aktueller Bedeutung.

Gerald D. Feldman (Unternehmensgeschichte im Dritten Reich und die Verantwortung der Historiker. Raubgold und Versicherungen, Arisierung und Zwangsarbeit) unterstreicht die aktuelle Legitimation jüdischer und anderer Opfer des Nationalsozialismus zu Entschädigungs- und Restitutionsforderungen, zumal die unrechtmässig zugefügten Schäden sich auch materiell durchaus konkretisieren liessen. Mit der Öffnung Osteuropas Anfang der 1990er-Jahre sei ein bisher nicht entschädigtes Segment jüdischer Opfer überhaupt erst in die Lage gekommen, Forderungen zu stellen. Sodann öffneten sich auch die einst verschlossenen Archive der früheren Ostblockstaaten, woraus neue Erkenntnismöglichkeiten resultierten. Dem Historiker komme eine wichtige Aufgabe zu bei der Aufarbeitung nationalsozialistischer Unrechts. Die Geschichtswissenschaft produziere nicht nur neue Erkenntnisse, sondern sei in ihrem Vorgehen auch «von moralischer Sensibilität und ethischen Werten» bestimmt. Sie trage insbesondere die Verantwortung zur Ausräumung von Irrtümern und Missverständnissen, gerade

dann, wenn solche von Sammelklagen verfassenden Juristen instrumentalisiert würden. Harold James streicht in seiner Vorstellung der «Bergier-Kommission als Wahrheits-Kommission» die umfassende Bereitschaft der Schweiz zu einer gründlichen Aufarbeitung ihrer Geschichte während des Zweiten Weltkriegs hervor. So hätten weder die französische noch die österreichische Kommission mit ähnlichem Zweck das Recht, nichtöffentliche Privatarchive zu benützen. Die zunehmende Kritik an der Tätigkeit der Unabhängigen Expertenkommission Schweiz – Zweiter Weltkrieg (UEK) begreift James grundsätzlich aus der «Frage nach der Machbarkeit einer rein wissenschaftlichen Aufarbeitung der Vergangenheit». Er gibt zu bedenken, dass Erinnerung selektiv erfolgt: «Wenn Historiker versuchen, alle erlebten <Wahrheiten> der damals Beteiligten ausführlich darzustellen, würden sie das Bild der Geschichte verwischen und nicht erklären.» Während der Richter seine private Meinung zu Gunsten der Gerechtigkeit zurückzustellen und ein dauerhaft gültiges Urteil zu fällen habe, würden historische Urteile «nicht für die Ewigkeit geschrieben», sondern müssten ununterbrochen revidiert werden. James hält die einer falschen Erwartungshaltung an solche Kommissionen immanente Tendenz zur Vertauschung der Rollen von Richtern und Historikern für die Hauptursache der erwähnten Unzufriedenheit. Auch Raphael Gross (Mächtiger als die Gerichte? Geschichte und historische Gerechtigkeit) weist auf die Problematik der Geschichtsschreibung als «Legitimationswissenschaft» hin. Diese müsse sich zwischen Politik, Jurisprudenz und Ethik immer wieder neu positionieren. Mit der Einsetzung von zeitgeschichtswissenschaftlichen Expertenkommissionen verschiebe sich das Verhältnis von Recht und Geschichte. Diese Entwicklung müsse insbesondere von den Historikern kritisch

reflektiert werden. Während Richter sich in ihrer Beurteilung stets auf festgeschriebene Normen stützten, verfügten Historiker über keine festen Normensysteme. Die Geschichtsschreibung kenne keinen Grundsatz «in dubio pro reo». Der Historiker sei in seinem Urteil überdies nicht an den Rahmen der juristischen Verantwortung gebunden, sondern könne auch auf eine moralische Verantwortung im Rahmen etwa einer intergenerationellen Ethik Bezug nehmen, die so weit geht, «wie die Kraft der individuellen oder kollektiven historischen Erinnerung trägt».

Michael Stolleis gelangt in seinem Beitrag *Der Historiker als Richter – der Richter als Historiker* zur Erkenntnis, Richter und Historiker arbeiteten «gemeinsam an der sprachgebundenen Rekonstruktion vergangener Ereignisse», woraus nicht die Wahrheit, wohl aber eine «konsensfähige Summe dessen, was erzählt worden ist», resultiere, welche unterschiedlich bewertet werde: «Der Richter bewertet im Hinblick auf eine Norm, der er unterworfen ist. Zwar kann er sie durch Interpretation mehr oder weniger bewegen, aber beseitigen kann er sie nicht – Redlichkeit vorausgesetzt. Der Historiker bewertet dagegen nach den von ihm selbst gesetzten Massstäben. Die entnimmt er seiner eigenen Brust, dem Zeitgeist, der Tradition usw. Er ist niemandem als sich und der scientific community verantwortlich.» Stolleis plädiert für eine möglichst scharfe Trennung der Aufgaben von Justiz, Politik und Historiographie, die er insbesondere als gegenseitige Unabhängigkeit versteht. Die Geschichtswissenschaft habe nicht durch die Anmassung von Wahrheitsentdeckung sondern durch «analytische Redlichkeit gegenüber den Quellen, kluge Fragestellungen und – nicht zuletzt – die Ästhetik der Präsentation» zu überzeugen. Die Gerichtshöfe seien der Aufgabe zur Ahndung des durch Humanitätsverbrechen begangenen Un-



rechts – die Betrachtung fokussiert die Verbrechen des NS-Staates – «strukturell stets unterlegen». Stolleis rät zu einer Mässigung der Erwartungen von «Gerechtigkeit» durch solche Institutionen und zu einem «Verzicht auf den Fetisch der <historischen Wahrheit>, die in dieser einfachen Form eben nicht zu haben ist».

Obschon zur Hauptsache der zeitgeschichtlichen Behandlung insbesondere juristischer Aspekte des Nationalsozialismus im deutschen Sprachraum gewidmet – wobei die Verhältnisse in Österreich ausgeblendet bleiben – umfasst der Sammelband auch zwei anderweitig ausgerichtete Beiträge zu juristisch-zeitgeschichtlichen Themen: Manfred Hildermeier befasst sich mit dem Stalinismus im Urteil russischer Historiker, Henry Rousso geht in *Justiz, Geschichte und Erinnerung in Frankreich* auf den Papon-Prozess ein und gelangt zum Ergebnis, dass der historische Sachverständige im Auftrag eines Gerichts in seiner Arbeit insbesondere dadurch beeinträchtigt werde, dass nicht er selbst, sondern das Gericht die Vorfragen zur wissenschaftlichen Untersuchung stelle.

Dieser spannende Sammelband stellt eine echte Bereicherung der rasch anwachsenden Literatur zur deutschen Zeitgeschichte dar.

Lukas Gschwend (St. Gallen/Zürich)

**JOACHIM PERELS
DAS JURISTISCHE ERBE
DES «DRITTEN REICHES»
BESCHÄDIGUNGEN
DER DEMOKRATISCHEN
RECHTSORDNUNG
PREFACE DE HERTA DÄUBLER-
GMELIN**

FRANCFORT-SUR-LE-MAIN, NEW YORK, CAMPUS
VERLAG, 1999, 228 P., 21,50

Cet ouvrage rassemble dix articles publiés entre 1984 et 1999 par Joachim Perels, professeur de sciences politiques à l'université d'Hannovre et co-fondateur de la revue *Kritische Justiz*.

Dans son introduction, Perels montre que l'instauration d'un ordre démocratique et libéral garanti par la loi fondamentale (1949) a été, dans la RFA des années 1950, lourdement hypothéquée par toute une série de continuités avec le Troisième Reich: réintégration des juristes «dénazifiés», recours au droit en vigueur sous le Troisième Reich au nom du principe de non-rétroactivité de la loi pénale, bienveillance générale vis-à-vis des criminels. L'auteur remet ici en cause la thèse dominante (formulée par Hermann Lübbe en 1984) suivant laquelle se serait opérée une «conversion» en douceur des élites national-socialistes au nouvel ordre démocratique. Cependant, Perels ne pousse pas son raisonnement jusqu'au bout et ne montre pas comment la loi fondamentale elle-même fit précisément l'objet d'un large consensus, puisque les garde-fous qu'elle instituait contre l'arbitraire profitèrent plus aux Allemands «épurgés» par les Alliés (en accélérant leur réintégration) qu'aux victimes du nazisme.

Dans un premier article, Perels étudie les projets de dénazification et d'épuration élaborés pendant la guerre par le cercle d'intellectuels allemands réfugiés aux Etats-Unis et regroupés autour de

Franz Neumann (l'auteur de *Behemoth*): ces projets prévoyaient notamment une mise à l'écart ciblée des «élites fonctionnelles» (évaluées à 220'000 individus) et la condamnation des criminels sur la base du droit international.

Dans deux articles très riches, (71–120) Perels étudie successivement la «restauration de l'enseignement du droit» dans l'après-guerre puis le combat d'arrière-garde mené par Carl Schmitt pour l'amnistie des crimes national-socialistes.

A l'assouplissement de la loi fondamentale en faveur des anciens criminels a correspondu un durcissement de celle-ci contre les ennemis de la RFA, qu'ils soient communistes ou issus de la gauche non parlementaire. C'est ce que montrent deux autres articles (121–154) consacrés à la limitation du droit de manifestation et à la lutte contre les lois sur l'état d'urgence (1968), lutte envisagée comme une véritable «appropriation de la loi fondamentale» par des citoyens dépossédés de celle-ci.

L'auteur examine ensuite, dans le sillage de Norbert Frei, la double politique qui caractérisa la période Adenauer: amnistie des anciens criminels d'une part (203–214) et relégation aux marges du débat public des anciens résistants au nazisme d'autre part. (155–180)

Il s'interroge aussi (47–70) sur l'écho très négatif suscité dans l'opinion ouest-allemande par le procès organisé par les Américains à Nuremberg en 1947 contre plusieurs juristes nazis: il n'y eut, après 1949, aucune autre condamnation de magistrats pour crimes judiciaires commis sous le Troisième Reich (au moins 35'000 condamnations à mort exécutées). Il démonte dans cet article les mécanismes d'une «auto-amnistie collective»: juges et parties, les magistrats n'étaient guère disposés à juger leurs pairs; les réquisits juridiques étaient tellement exi-

geants (il fallait prouver l'intention criminelle du magistrat), qu'ils n'étaient jamais réunis.

Dans cette perspective, Perels étudie enfin la réhabilitation progressive de la justice national-socialiste (181–202) puis, dans un dernier article, sa remise en cause tardive. La déclaration du *Bundestag* qualifiant en 1985 la funeste «Cour de justice du peuple» d'«instrument terroriste» en constitue le point de départ; et la loi de 1998 annulant toutes les condamnations politiques ou raciales prononcées entre 1933 et 1945 le point d'orgue.

Guillaume Mouralis (Berlin/Paris)

UNABHÄNGIGE EXPERTEN-KOMMISSION SCHWEIZ – ZWEITER WELTKRIEG (HG.)

DIE SCHWEIZ, DER NATIONAL-SOZIALISMUS UND DAS RECHT
BD. 1: ÖFFENTLICHES RECHT
BD. 2: PRIVATRECHT
KONZEPT UND REDAKTION:
DANIEL THÜRER, FRANK
HALDEMANN

CHRONOS, ZÜRICH 2001, 682 UND 346 S.,
FR. 68.– UND 58.–

Die als Nr. 18 und 19 der Veröffentlichungen der Unabhängigen Expertenkommission Schweiz – Zweiter Weltkrieg (UEK) erschienenen Bände präsentieren sich als Gutachtensammlungen zu juristisch-zeitgeschichtlichen Themen, die unter dem Gesichtswinkel des bundesrätlichen Auftrags an die UEK für die Aufarbeitung der Beziehungen des schweizerischen Rechts- und Justizwesens zum Nationalsozialismus relevant sind. Verfasst wurden die Gutachten ausschliesslich von Juristen, wobei darunter keine Rechtshistoriker vertreten sind. Es handelt sich bei den Einzeluntersuchungen denn



auch explizit um Rechtsgutachten, nicht um historische Expertisen. So versteht Rechtsanwalt Eric L. Dreifuss sein Gutachten über die Geschäftstätigkeit schweizerischer Lebensversicherer in Nazi-Deutschland als «Arbeitsgrundlage für den Historiker [...], damit er auch das (positive) Recht in seine Wahrnehmung einbeziehe».

Der emeritierte Neuenburger Staats- und Verfassungsrechtler, Jean-François Aubert, untersucht unter dem Titel *La science juridique suisse et le régime national-socialiste (1933–1945)* das Verhältnis der schweizerischen Rechtswissenschaft zum NS-Regime und dessen Ideologie. Er analysiert die wesentlichen Publikationen bekannter zeitgenössischer Lehrer des öffentlichen Rechts (Walther Burckhardt, Fritz Fleiner, Zaccaria Giacometti, Eduard His und Dietrich Schindler sen.), des Privatrechtlers August Egger sowie verschiedener Schweizer Rezensionen einschlägiger Werke der NS-Rechtswissenschaft aus den Jahren des Untersuchungszeitraums. Aubert gelangt zum Ergebnis, dass die Schweizer Juristen grossmehrheitlich die NS-Rechtslehre offen ablehnten und sich davon klar distanzierten, soweit sie sich überhaupt damit befassten. Vielmehr galt der Anspruch den traditionellen Werten von Freiheit und Demokratie. Am Beispiel dieses wissenschaftlich völlig einwandfreien, sorgfältigen Gutachtens zeigt sich aber auch die Begrenztheit einer den historischen Kontext weit gehend ausblendenden Betrachtung. So kommt Aubert gestützt auf seine Publikationsanalyse beispielsweise zum richtigen Ergebnis, Egger habe sich entschieden von der NS-Rechtsideologie distanziert. Wer sich mit Eggers Werk, etwa mit dessen Beiträgen zum Familien- und Vormundschaftsrecht im Zürcher Kommentar auch rechtshistorisch befasst, wird indessen nicht umhin kommen, einen beachtlichen

Einfluss zeitgenössisch-sozialdarwinistisch geprägten Denkens zu orten, das mit der NS-Ideologie in keineswegs so deutlichem Widerspruch steht. So lässt sich auch erklären, dass ein erklärter Gegner des Nationalsozialismus wie Egger durchaus in der Lage war, eine auf die Auslöschung fahrender Familien abzielende Praxis zur Entziehung der elterlichen Gewalt zu vertreten, was der NS-Ideologie im Ergebnis durchaus nahestand. Die Komplexität dieser Prägung ist stets zu beachten, wenn nach der Rezeption der NS-Ideologie geforscht wird. Das soll dem Gutachten als zeitgeschichtsorientierte Ergänzung und Anregung hinzugefügt werden.

Der Zürcher Staats- und Völkerrechts- emeritus, Dietrich Schindler, (Fragen des Neutralitätsrechts im Zweiten Weltkrieg) findet die für die Schweizer Aussenpolitik im Untersuchungszeitraum verbindlichen neutralitätsrechtlichen Grundlagen insbesondere im V. und XIII. Haager Abkommen über die Neutralität im Land- beziehungsweise Seekrieg von 1907, welche nicht mehr den Verhältnissen des modernen Krieges entsprachen. Die Krieg führenden Parteien verletzen ihre Verpflichtungen gegenüber den Neutralen in weitem Umfang, wodurch das Neutralitätsrecht geschwächt, nicht aber aufgehoben wurde. Auch die Schweiz verletzte in der Folge verschiedentlich aus der Neutralität sich ergebende Pflichten mit der Veranlassung der Aus- und Durchfuhr von Kriegsmaterial an Kriegführende durch die schweizerische Militärverwaltung sowie durch das Unterlassen effektiver Kontrollen von Zugladungen im Rahmen des Transits durch die Schweiz. Von 1940 bis 1942 gewährte die Schweizer Regierung den europäischen Achsenmächten erhebliche Kredite für schweizerische Kriegsmateriallieferungen, welche dem damals geltenden Neutralitätsrecht eindeutig widersprachen.

Die Schweizerische Nationalbank (SNB) erwarb vom NS-Staat, so das Gutachten des emeritierten Neuenburger Völkerrechtlers Jacques-Michel Grossen, unrechtmässig angeeignetes Gold und berief sich in Anwendung von Art. 3 Abs. 2 ZGB auf den guten Glauben. Der Autor hält das Argument für äusserst zweifelhaft, da der gute Glaube nur dann Schutz verdiene, wenn das Direktorium der SNB trotz gebotener Aufmerksamkeit die völkerrechtliche Herkunft des gekauften Goldes nicht erkennen konnte.

Ein fast durchweg positives Bild der Schweizer Justiz und ihrer Tätigkeit zeichnet alt Bundesrichter Arthur Haefliger in seinem Gutachten *Rechtsprechung der schweizerischen Gerichte auf dem Gebiet des öffentlichen Rechts im Umfeld des nationalsozialistischen Unrechtsregimes und der Frontenbewegungen*. Aus der Darstellung geht deutlich hervor, dass schweizerische Gerichte die verfassungsmässig garantierte Vereins- und Versammlungsfreiheit im Hinblick auf das besondere Störpotenzial der öffentlichen Ordnung durch Frontistenbewegungen sehr restriktiv auslegten. Ebenso liess die Justiz im Rahmen der Pressefreiheit keinen Raum für massiv antisemitische Publikationen.

Durch Umfang und Akribie beeindruckt das Gutachten des Berner Staats- und Verfassungsrechtlers Walter Kälin und seiner Assistenten, welches *Rechtliche Aspekte der schweizerischen Flüchtlingspolitik im Zweiten Weltkrieg* analysiert. Es wird festgestellt, dass das heutige Verbot des Non-Refoulement im Untersuchungszeitraum sich damals weder aus geschriebenem noch aus Gewohnheitsrecht ergab. Die Rückweisung von Flüchtlingen aus Deutschland an der Grenze war nicht verboten beziehungsweise völkerrechtswidrig. Allerdings hatte sich die Schweiz durch die Ratifizierung einer «Provisorischen Überein-

kunft für Flüchtlinge aus Deutschland» verpflichtet, nicht nur politische Flüchtlinge, sondern alle Personen deutscher Staatsangehörigkeit, die in Deutschland gelebt und dessen Schutz verloren hatten, wenigstens vorübergehend zu behalten, sofern sich diese legal oder illegal bereits in der Schweiz befanden. Soweit solche Personen ausgewiesen wurden, verstiessen die schweizerischen Behörden gegen das Recht. Kälin sieht das Hauptproblem der schweizerischen Flüchtlingspolitik im Verharren auf einem traditionellen, engen Flüchtlingsbegriff, welcher der damaligen Bedrohung durch die NS-Rassenverfolgung und auch der humanitären Tradition der Schweiz nicht gerecht werden konnte.

Frank Haldemann, juristischer Mitarbeiter der UEK, präsentiert in Zusammenarbeit mit Ursina Jud ein sauberes und besonders engagiertes Gutachten über den «völkerrechtlichen Schutz des Privateigentums im Kontext der NS-Konfiskationspolitik». Der Schutz Ausländern zustehender wohlerworbener Rechte habe sich im Rahmen eines fremdenrechtlichen Mindeststandards in der Zwischenkriegszeit als völkergewohnheitsrechtlicher Grundsatz etabliert. Diesen habe die Schweizer Diplomatie preisgegeben, indem auf die deutsche Verordnung vom 26. April 1938 über die Anmeldung des Vermögens von Juden keine Gegenmassnahmen erfolgt seien, obschon auch in Diplomatentreisen Stimmen gegen die Diskriminierung der Juden, auch solchen mit Schweizer Staatsangehörigkeit, erhoben worden waren. Das Bedürfnis nach möglichst ungetrübten Beziehungen zu Deutschland war den mit der Aussenpolitik betrauten schweizerischen Behörden wichtiger als der persönliche Rechtsschutz jüdischer Bürger.

Vorsicht und Zurückhaltung charakterisieren das Gutachten Jochen Froweins, Direktor am Max-Planck-Institut für ausländisches Recht und Völkerrecht in Hei-



delberg, zur *Einordnung der schweizerischen Praxis zum NS-Unrecht nach dem Zweiten Weltkrieg*. Etwas missverständlich hält er fest, bis 1945 hätte sich das Völkerrecht fast ausnahmslos auf die Regelung der Beziehungen zwischen Staaten beschränkt: «Vorstellungen eines menschenrechtlichen Schutzes gab es nicht.» Immerhin – so der hier unumgängliche Einwand des Rechtshistorikers – führt eine wichtige Wurzel des Völkerrechts über das Naturrecht und damit unmittelbar in die frühneuzeitliche Menschenrechtsdiskussion, wie sie insbesondere die spanische Spätscholastik bereits in der ersten Hälfte des 16. Jahrhunderts betrieben hat. Frowein beurteilt das Verhalten der Schweiz nach dem Krieg im aufgeführten Zusammenhang sehr positiv und kommt zum Schluss, dass die schweizerische Praxis nicht kritisiert werden könne.

Im zweiten Band (Privatrecht) untersucht Frank Vischer, Emeritus für Privatrecht an der Universität Basel, den *Handel mit ausländischen Wertpapieren während des Krieges und die Probleme der deutschen Guthaben in der Schweiz sowie der nachrichtlosen Vermögen aus rechtlicher Sicht*. Das Gutachten behandelt insbesondere den Wertschriftenhandel, die Restitutionsgesetzgebung der Schweiz 1945/46, die als «eine taugliche Grundlage für eine erleichterte Rückforderung von Raubgut, das sich in der Schweiz befand», beurteilt wird, sowie die Stellung deutscher Vermögenswerte in der Schweiz während und nach dem Ende des Zweiten Weltkriegs. Dabei gelangt Vischer zum Ergebnis, die Banken hätten «sich in aller Regel nicht unrechtmässig verhalten», jedoch sei «der Ausserordentlichkeit des Holocausts und den damit verbundenen Emotionen der Betroffenen und ihrer Rechtsnachfolger nicht Rechnung getragen» worden durch die legalistische, von der Furcht vor

Doppelbezahlung geprägte Handhabung nachrichtloser Vermögen. Insbesondere seien sie unter dem *in casu* juristisch nicht zu rechtfertigenden Vorwand des Bankheimnisses der Meldepflicht gemäss dem Bundesbeschluss über die in der Schweiz befindlichen Vermögen rassistisch, religiös oder politisch verfolgter Ausländer oder Staatenloser von 1962 nicht vollständig nachgekommen.

Alt Bundesrichter Adolf Lüchingers Gutachten befasst sich mit der *Rechtsprechung der schweizerischen Gerichte im Umfeld des nationalsozialistischen Unrechtsregimes auf dem Gebiet des Privatrechts, unter Einschluss des internationalen Zivilprozess- und Vollstreckungsrechts*. Im Vordergrund der Untersuchung steht die Wirksamkeit des *ordre-public*-Vorbehalts mit Bezug auf die Anwendung und Durchsetzung nationalsozialistischer Rechtsnormen in der Schweiz im Rahmen des internationalen Privatrechts (vor allem Anerkennung und Vollstreckung deutscher Urteile in der Schweiz). Lüchinger gelangt gestützt auf eine Analyse der damaligen Rechtsprechung zum Ergebnis, die Schweizer Justiz sei konsequent darum bemüht gewesen, die Grundwerte der schweizerischen Rechtsordnung zu verteidigen, was auch gegenüber deutschen Behörden zum Ausdruck gebracht wurde: «Jedenfalls konnte aufgrund der Eindeutigkeit der bundesgerichtlichen Erwägungen zum Vorbehalt des *ordre public* kein Zweifel daran bestehen, dass deutsche Urteile, die auf Gesetzen nationalsozialistischen, insbesondere rassistischen Inhalts beruhten, keine Chance hatten, in der Schweiz vollstreckt zu werden.»

Auch das umfassende, zahlreiche Archivalien verarbeitende Gutachten von Rechtsanwalt Eric L. Dreifuss mit dem Titel *Die Geschäftstätigkeit der Schweizer Lebensversicherer im «Dritten Reich»*. *Rechtliche Aspekte und Judikatur* befasst

sich mit der Bedeutung des *ordre-public*-Vorbehalts. In BGE 68 II 377 verurteilte das Bundesgericht unmissverständlich die in Deutschland durchgeführte Enteignung jüdischer Vermögen mit der Begründung, dass die in einem konkreten Fall erfolgte Enteignung einer Brauerei beziehungsweise die damit einhergehende Zwangsverwaltung derselben «zu den Grundlagen des schweizerischen Rechts im schroffsten Gegensatz steht». Das Bundesgericht hat auch die staatliche Konfiskation von Lebensversicherungspolice aus rassistischen Gründen als Verstoss gegen den schweizerischen *ordre public* bewertet, wobei der Vollzug eines solchen Eingriffs insbesondere nach Auszahlung einer Lebensversicherung an die konfiszierende deutsche Behörde durch die schweizerische Versicherungsgesellschaft, unbefriedigenderweise ein Hindernis für eine erneute Anspruchsdurchsetzung darstellte (Problematik des abgeschlossenen Rechtseingriffs).

Kurt Siehr, Emeritus für Privatrecht und internationales Privatrecht an der Universität Zürich, befasst sich mit *Rechtsfragen zum Handel mit geraubten Kulturgütern in den Jahren 1933–1950*. Das Gutachten mündet in folgende wesentliche Erkenntnisse: Sammler kauften im Untersuchungszeitraum in der Schweiz im Ausland illegal erlangte Kunstgüter. Diese Transaktionen unterstanden schweizerischem materiellem Recht. Es waren daher auch die inländischen Vorschriften über den gutgläubigen Erwerb gemäss Art. 714 Abs. 2 i. V. mit Art. 3 sowie 933 ff. ZGB anwendbar, zumal damals die Rechtsprechung noch keine besonderen Anforderungen an die Sorgfaltspflicht der beteiligten Personen beim Kauf eines Kunstwerks entwickelt hatte. Durch den vom Bundesrat 1945 erlassenen Raubgutbeschluss wurde die Rückgabe solchermaßen erworbener Gegenstände ohne Rücksicht auf den guten Glauben des Er-

werbers eingeführt. Rückforderungen waren jedoch bis zum 31. Dezember 1947 bei der Raubgutkammer des Bundesgerichts anhängig zu machen. Siehr erkennt eine Tendenz zur restriktiven Auslegung des Raubgutbeschlusses durch diese Kammer. Er schliesst seine Betrachtungen mit dem für die gesamte Thematik bedeutsamen Hinweis ab: «Im Ergebnis war die Schweiz als neutraler Staat und mit einer Rechtsordnung für geordnete Zustände wenig vorbereitet, auf aussergewöhnliche Vorkommnisse ausserhalb der Schweiz zu reagieren. Erst heute wissen wir mehr als die damalige Schweiz der Vorkriegs- und Kriegszeit. Das ist bei einer Rückschau und wertenden Betrachtung der Vergangenheit stets zu beherrigen.»

Die Gutachten beeindrucken allesamt durch ihre hohe Qualität und Klarheit, auch wenn juristisch-zeitgeschichtliche Methodenfragen nur ansatzweise behandelt werden. Die Experten deklarieren ihren rechtswissenschaftlichen Blickwinkel und weisen verschiedentlich auf die geschichtswissenschaftlichen Defizite ihrer Betrachtung hin, was auch für weiterführende Arbeiten hilfreich ist. Die Fragen werden im Sinne des Auftrags meist klar beantwortet, von einer moralischen Bewertung nehmen die Verfasser grundsätzlich Abstand. Dadurch werden unentbehrliche Grundlagen für eine einigermaßen objektive historische Beurteilung der damaligen Verhältnisse zur Verfügung gestellt, auf welchen nachfolgende Studien zur juristischen Zeitgeschichte der Schweiz im Zweiten Weltkrieg aufbauen werden.

Als besonders eindrucksvolle Erkenntnis dieser UEK-Berichte ist die weitreichende Konsequenz zu erwähnen, mit welcher die schweizerische Justiz sich gegenüber dem faschistischen und nationalsozialistischen Gedankengut verweigerte, was nicht nur Ausdruck eines ho-



hen Berufsethos, sondern auch von Mut ist, mussten doch alle die NS-Ideologie im Rahmen ihrer Rechtsprechung explizit ablehnenden Richter damit rechnen, im Falle einer Machtübernahme in der Schweiz weit ins Existenzielle reichende Folgen zu gewärtigen.

Deutlich weniger resistent und konsequent erwiesen sich die politischen Behörden in Regierung und Verwaltung, welche vornehmlich im Bestreben, das Verhältnis zwischen der Schweiz und Deutschland nicht zu gefährden, zu manchen Zugeständnissen bereit waren, welche uns nachgeborene Generationen im Rückblick betroffen machen und beschämen, auch wenn man für die Vermeidung von Provokationen gegenüber dem aggressiven und wenig berechenbaren Naziregime ohne weiteres Verständnis aufbringen wird. Der Bericht zeichnet sodann aus rechtlicher Sicht im Gegensatz zu den unter anderem von amerikanischen Sammelklägern in den 1990er-Jahren erhobenen Vorwürfen gesamthaft zwar kein desaströses, in moralischer Beziehung aber ein doch recht bedenkliches Bild des Verhaltens gewisser Schweizer Bank- und Versicherungsinstitute, welche im Bestreben um eigene finanzielle Vorteile die berechtigten Interessen an Leib und Leben gefährdeter Menschen und ihrer Rechtsnachfolger allzu lange preisgaben.

Lukas Gschwend (St. Gallen/Zürich)

ULRICH K. PREUSS
KRIEG, VERBRECHEN, BLASPHEMIE
GEDANKEN AUS DEM ALTEN
EUROPA. AKTUALISIERTE AUSGABE:
KRIEG IM IRAK UND AMERIKA
ALS «IMPERIALE DEMOKRATIE»

EDITION REMANIEE ET COMPLETEE, BERLIN,
WAGENBACH VERLAG, 2003, 11,90

En lisant le titre et en ouvrant la première page de ce livre, édité en format poche et destiné à un large public, j'espérais y trouver une analyse claire et vivante des formes actuelles que revêt la religiosité dans nos sociétés et, en particulier, dans le monde musulman d'aujourd'hui. J'attendais donc une analyse explicative du phénomène terroriste auquel les Etats-Unis, entre autres, sont confrontés depuis le 11 septembre 2001 ainsi que du discours légitimiste qu'ils ont élaboré depuis, pour justifier a posteriori leurs interventions militaires en Afghanistan et en Irak.

Or, dès l'introduction, l'auteur, qui n'est ni politologue ni spécialiste des religions ou de droit pénal international mais professeur de droit public à l'Université Libre (Freie Universität) de Berlin, précise que cet ouvrage ne poursuit aucun but scientifique et se contente de fournir des pistes de réflexions sur l'évolution historique de la guerre définie aujourd'hui comme crime (première partie du livre) et sur la notion de blasphème (seconde partie).

Même si la démarche de l'auteur, qui se substitue au «citoyen d'aujourd'hui qui ne comprend plus le monde qui l'entoure», (7) reste tout à fait légitime, ce petit recueil de pensées personnelles déçoit en ce qu'il reprend à la fois les termes journalistiques et politiquement connotés de «cercle du mal», de «nécessité d'intervention humanitaire», de «fanatisme religieux» et de «terrorisme» sans remettre en cause leur utilisation médiatique ac-

tuellement abusive, ou encore sans tenter d'en fournir une définition (entre autres juridique) convaincante, encore moins un décodage ou une analyse. Face à une situation géopolitique donnée, qu'il considère comme un fait acquis, il tente de fournir quelques débuts de réponses à une série de questions telles que: «pourquoi les hommes ont supprimé l'esclavage et le duel mais pas la guerre», (17–26) «comment a-t-on abouti à des <guerres nouvelles> depuis 1989 et pourquoi est-il de plus en plus difficile de les distinguer du crime», (57–67) «pourquoi est-il possible de tolérer une intervention humanitaire même unilatérale», (122–130) «pourquoi avons-nous besoin de la catégorie <du Mal> pour comprendre le monde

dans lequel nous vivons» ou encore «pourquoi est-il possible qu'un sentiment religieux très profond produise des actes monstrueux tels que celui du 11 septembre»? (131–137)

Sans vouloir rentrer plus dans les détails, il me semble que ce livre, même si ses prémisses d'explications se réfèrent à des faits historiques et à des connaissances relativement générales du droit international (appelé «droit des peuples» en allemand), ne contribue aucunement à une meilleure compréhension, à la fois critique et crédible, de la crise internationale dont nous sommes les témoins, mais aussi, historiquement, les auteurs.

Isabelle Deflers (Berlin)

ALLGEMEINE BESPRECHUNGEN COMPTES RENDUS GENERAUX

SIMONA SLANICKA
KRIEG DER ZEICHEN
DIE VISUELLE POLITIK JOHANNS
OHNE FURCHT UND DER
ARMAGNAKISCH-BURGUNDISCHE
BÜRGERKRIEG

VANDENHOECK & RUPRECHT, GÖTTINGEN 2002,
368 S., 54 ABB., 46,-

In ihrer 1998 abgeschlossenen und nun mit reicher Bildausstattung im Druck vorliegenden Dissertation untersucht Simona Slanicka den Gebrauch von Devisen im französischen Hochadel während der Regierungszeit Karls VI. Dieser übernahm 1388 die Regierung von seinen Onkeln, den Herzögen von Berry, Burgund und Orléans. Im Jahr darauf stellte er anlässlich von zwei grossen Festen in Saint-Denis und Paris der höfischen und der städtisch-bürgerlichen Öffentlichkeit programmatisch vor Augen, wie seine monarchische Stellung und seine Politik zu verstehen seien. Im Mittelpunkt der so visualisierten Politik stand der *cerf blanc volant*, der weisse geflügelte Hirsch mit einer goldenen Krone als Halsband als erste Devise des Königs. Neben dieser führte der König zahlreiche andere Devisen ein. Zusammen mit den Zeichen, welche die vom König anlässlich öffentlicher Auftritte getragenen Kleider setzten, entfalteten sie ein schillerndes Angebot von Bedeutungen. Zeitgenössische Autoren kritisierten den riesigen Aufwand des Königs für «Äusserlichkeiten» heftig, und zwar in Gegenüberstellung zum massvollen und angemessenen Aufwand seiner Vorgänger. Für Slanicka ist gerade diese Kritik ein Beleg für die Neuartigkeit der königlichen Zeichenpolitik. Als konse-

quent propagierte und sichtbare «Repräsentation» des Königs bringt die Devise des *cerf blanc volant* die «Unsterblichkeit, Überpersönlichkeit sowie die figurative Verbindung mit der Auferstehung [...] in der Dichotomie von Leib und Seele zum Ausdruck». (60) Damit steht sie für den zweiten, überzeitlichen «Körper des Königs».

Die ab 1392 ausbrechende Geisteskrankheit Karls VI. führte zu einem Machtvakuum, in das die königlichen Verwandten einzudringen suchten. Allen voran war dies der Cousin des Königs, Johann ohne Furcht, Herzog von Burgund seit 1404 nach dem Tod seines Vaters Philipp des Kühnen, dem früheren Regenten Frankreichs. Wie alle Mitglieder des Hochadels, die es sich leisten konnten, nahm auch er die von Karl eingeführte Devisenmode auf. Während seine Standesgenossen aber Devisen in erster Linie als persönliches Erkennungszeichen brauchten, führte Johann am 1. Januar 1406 eine Devise ein, welche eine programmatische Interpretation der Lage der französischen Monarchie bot und zu einem «privilegierten Ausdrucksmittel eines burgundischen Herrschaftsverständnisses» wurde (127): den Hobel mit davon wegstiebenden Spänen. Die Hobeldevise und die Art und Weise, wie Johann sie einsetzte, stehen im Mittelpunkt von Slanickas Arbeit. Sie zeigt zunächst auf, wie der Hobel den Kerngedanken der Politik Johanns ausdrückte, die *réformation* des Königreichs. Der Reformgedanke reichte bis in die Mitte des 13. Jahrhunderts zurück. Um 1400 wurde die Forderung nach der Rückkehr zu den «alten Formen» und spezifisch nach verstärkter

Kontrolle der Amtsträger und der Steuergelder in erster Linie von den Stände- und Städteversammlungen geäußert. Mit dem Hobel als dem Handwerk (und nicht irgendeiner adligen Tätigkeit) entstammendem Zeichen konnte Johann vor allem die Pariser Stadtbevölkerung auf seine Seite ziehen und gegen seinen unmittelbaren Gegner, den Bruder des Königs, Ludwig von Orléans einnehmen.

Die Autorin analysiert die Bedeutungen, welche dem Hobel in verschiedenen Kontexten zugewiesen wurden – jeweils im Zusammenspiel von der dem sehr offensichtlichen Zeichen innewohnenden Aussage, den Absichten des Devisenträgers und den Vorstellungen des Publikums – auf Grund der detaillierten Betrachtung einer grossen Zahl von Objekten, Texten und Bildern. Die ausführliche Diskussion der Miniaturen in zwei Manuskriptgruppen ist der faszinierendste Teil dieses anregenden Buchs und kann als methodisch wegweisend angesehen werden: 1408 und 1409 gab Johann zwei Manuskripte in Auftrag, das *Livre de l'informacion des rois et princes*, das zur Gattung der Fürstenspiegel gezählt werden kann, und die *Demandes de Charles VI à Pierre Salmon*, ein Traktat in drei inhaltlich heterogenen Büchern, von denen das erste «ein desolates Bild vom Zustand des französischen Königreiches» zeichnet (212), das zweite die im ersten aufgeworfenen Fragen insofern beantwortet, als der geisteskranke König «auch spirituell auf der Stufe eines Kleinkindes [steht] und deshalb zuerst zu einem guten Christen erzogen werden» muss. (214) Das dritte Buch, in dem der König völlig in den Hintergrund verschwindet, schildert Ereignisse der Jahre 1396–1410. Der Vergleich der Miniaturen im für Johann hergestellten Manuskript des *Livre de l'informacion* mit denjenigen, die für Karl V., Johann von Berry und Ludwig von Orléans hergestellt wurden, die Ana-

lyse der Hobeldevise in Johanns *Livre* und schliesslich das Zusammenspiel von Bild und Text formulieren die ideellen Punkte der *réformation* aus und zeigen schliesslich den Herzog von Burgund als wahren Träger der monarchischen Ideale, die angesichts der Unfähigkeit des gegenwärtigen Herrschers durchgesetzt werden müssen. Auch die Miniaturen der *Demandes* stellen eine Kritik an den Zuständen dar, indem sie den König als bettlägrig und krank präsentieren. Die zahlreichen, von Bild zu Bild wechselnden Devisen, welche auf den Kleidern und in der Umgebung des Königs erscheinen, drücken ebenfalls die «Mobilität und Instabilität» des Herrschers aus. (220) Dagegen steht ein Bild Johanns ohne Furcht, das diesen aufrecht sitzend auf dem von Hobeln übersäten Thron zeigt – und der damit als der eigentliche Erfüller der Monarchie dasteht.

Die Devisenpolitik des französischen Hochadels richtete sich zunächst an die unmittelbare Umgebung am Hof und die Konkurrenten des eigenen Standes. Johann wandte sich mit der Hobel- (und mit der von der Autorin ebenfalls besprochenen Devise der Messlatte) auch an das breitere Publikum der städtischen Bevölkerung. Der 1410 ausbrechende Bürgerkrieg ging nun mit einer Proliferation von Abzeichen einher. Am «Krieg der Zeichen» nahm die ganze Bevölkerung teil. Unter den reichhaltigen Ergebnissen des letzten grossen Kapitels sticht die Herleitung der Herkunft des burgundischen «Hauszeichens», des Andreas-kreuzes hervor: Es entstand in den Wirren des Bürgerkriegs als Zeichen der pro-burgundischen und antiarmagnakischen Pariser Bevölkerung. Sie war es, die den Herzog dazu brachte, das Andreaskreuz als Zeichen zu übernehmen und der eigenen Hobeldevise beizufügen – und hielt ihn damit dazu an, «in symbolischer Form an ihrem Vorgehen zu par-



tizipieren und es dadurch zu legitimieren». (308)

Slanicka beendet ihre Ausführungen mit einer Reihe von Einzelanalysen von «Devisenporträts». Sie spannt dabei den Bogen zu ihrem Ausgangspunkt, indem sie etwa die bekannte, erstmals beim Begräbnis Karls VI. auf dem Festland erscheinende *représentation* des unsterblichen Herrscherkörpers in einer auf dem Sarg liegenden Wachsfigur als konsequente Weiterführung der von diesem König eingeführten Devisensprache schildert. Mit der Beschreibung des Porträts Philipps des Guten mit der Ordenskette des Goldenen Vlies öffnet sie den Blick dagegen für einen weiteren Schritt in der Forschung zu den Zeichen der Herrschaft: Die betonte Einfachheit der Gewandung Philipps im Kontrast zur kostbaren Ordenskette weist auf neue Repräsentationsstrategien hin, welche auf der in den 50 Jahren zuvor eingebürgerten Zeichensprache basieren und zugleich erneut ein verändertes Bild von Herrschaft abzubilden vermögen.

Mit ihrer konsequent verfolgten Fragestellung, der sorgfältigen, den Eigenheiten der vielfältigen Bild- und Textquellen jeweils angemessenen methodischen Vorgehensweise und der stringenten Argumentation ist es Simona Slanicka gelungen, ein bisher als kulturgeschichtliches Beiwerk apostrophiertes Phänomen als tragendes Element der Politik des französischen Hochadels im halben Jahrhundert zwischen der Thronbesteigung Karls VI. und seinem Tod 1422 herauszustellen. Ihre grundsätzlichen Überlegungen geben Anstoss, den Umgang mit Zeichen fortan konsequent in die Erfassung (spätmittelalterlicher) Politik einzubeziehen.

Regula Schmid (Zürich)

ARLETTE FARGE
LE BRACELET DE PARCHEMIN
L'ECRIT SUR SOI AU 18^E SIECLE

PARIS, BAYARD, 2003, 113 P., 17,-

Un petit livre n'est pas forcément un livre facile à évoquer. C'est même en dehors de toute référence académique que l'essai d'Arlette Farge impose une question banale, pas obligatoirement immédiate: si je meurs, là, maintenant, non identifiable, que trouverait-on dans mes poches et que noterait le procès-verbal de levée de corps sur les objets que je transporte dans mes vêtements? Un portefeuille doté de cartes plastifiées, quelques billets et monnaie, une carte d'identité, un crayon, des papiers griffonnés de notes. Moi qui ne suis ni illettré, ni marginal, les traces écrites de mon existence présente pourraient bien se réduire à cela...

Pourquoi débiter ainsi le compte-rendu d'un ouvrage consacré au XVIII^e siècle? Pour une raison très simple qui apparaîtra au lecteur de cet ouvrage: Arlette Farge a le grand mérite de faire résonner en nous-même les questions qu'elle se pose en lisant les archives policières de la Prévôté d'Ile de France sous l'Ancien Régime. C'est très fort et assez rare pour être signalé. L'essai porte en effet une dimension émotionnelle non feinte (surtout dans l'introduction, moment le plus réussi du livre) sur notre statut d'observateur et de lecteur d'archives, soucieux d'écrire l'histoire. Notre bonne vieille assurance sur la culture matérielle des sociétés traditionnelles en sort ébranlée. Voilà une société où le moindre document écrit porté sur soi, conservé dans les archives policières, reprend ses droits au sein même des couches sociales les plus défavorisées ou supposées telles. Contre les certitudes de ce qu'elle dénonce comme la «mémoire historique officielle», Arlette Farge, toujours attachée aux messages de Fou-

cault ou de Veyne, veut décaler le regard, offrir une vision attentive de la société: l'écrit, non lu ou mal lu (qui sait), n'est pas marginal mais signale un désir commun. Il est porteur de sens, d'inscription et de soumission à un ordre social, de lien, encore et toujours. L'écrit retrouvé dans les archives se fait «corps social». Ainsi en va-t-il de ce «bracelet de parchemin» énigmatique qui donne le titre à l'ouvrage. Un bracelet qui marque la dépendance de l'individu à un hôpital et qui se retrouve au milieu des liasses archivées d'un procès-verbal pour noyade. Réalité et symbole dit-elle.

Le projet est très intéressant. Il est parfois dur à l'égard de «savants si lettrés» non nommés. La démonstration laisse toutefois un goût d'inachevé, d'incertain et on se demande vraiment si la prétendue inattention portée à l'écrit est telle qu'elle nous est présentée. Certes, l'analyse de la culture des biens matériels et des vêtements a dominé le champ d'une histoire de la consommation. Néanmoins, qui doute de l'importance des billets et cédules échangés en dehors du notariat ou de la circulation des messages à travers les plus humbles... On saisit mal le combat mené par l'auteure, sinon son inquiétude à l'égard de la démarche historique.

En fait, rappeler l'existence de ces minuscules bribes textuelles renvoie à la possibilité même de produire un discours historique qui puisse être autre chose qu'un deuxième enterrement de l'être déjà mort. De fait, dans cet essai, Arlette Farge propose un discours qui dessine en creux l'ensemble des sphères constitutives d'une société: le religieux (certificats de baptêmes ou mariages), le marchand (quittances, factures), l'intime (correspondances), le militaire ou le policier...

Comment affirmer que nul ne l'aurait vu? Faut-il se réfugier dans les archives de la prévôté pour s'en rendre compte?

172 ■ On a envie de répondre à Arlette Farge

que ce «fatras de menus objets» ne peut être évidemment autre car il n'y a pas de solution de continuité dans l'organisation du monde, même lorsque les sources semblent se tourner vers les moins bien lotis de ce monde.

Une question reste donc ouverte à la lecture de cet essai. Que pourra être la spécificité au sein d'une discipline déjà fortement renseignée, d'un tel projet pensé comme réflexion sur le corps en tant que lien social et étude de la circulation du sens et des sentiments à partir de l'écrit porté sur soi et retrouvé dans les archives judiciaires...

Frédéric Sardet (Lausanne)

**THOMAS CHRISTIAN MÜLLER
DER SCHMUGGEL
POLITISCHER SCHRIFTEN
BEDINGUNGEN EXILLITERARISCHER
ÖFFENTLICHKEIT IN DER SCHWEIZ
UND IM DEUTSCHEN BUND
(1830–1848)**

NIEMEYER, TÜBINGEN 2001, 471 S., FR. 114.–

Thomas Christian Müller führt vor, wie aus einer Jugendliebe ein ernsthaftes (wissenschaftliches) «Verhältnis» – und schliesslich ein wichtiges Buch wird: Auf der Suche nach einem Dissertationsthema stiess der Schweizer Müller ausgerechnet in Bielefeld, einer eher mittelmässig interessanten, kleinen bundesdeutschen Grossstadt, die freilich seit den 1970er-Jahren für eine innovative «Historische Schule» bekannt war, auf das Thema Vormärz, Zensur und Revolution und mit jenem auf das «kleine, aber um so wertvollere Archiv» des Appenzeller Verlegers Johann Michael Schläpfer, das ihn in heimatliche Gefilde zurückführte und Kindheitserinnerungen wachrief. Für die *Appenzeller Zeitung* nämlich, die im Verlag Schläpfer erschien, hat «mein



Vater gearbeitet. Für mich waren Redaktionsstube, Setzerei und Druckerei zugleich Spiel-, Arbeits- und Ausbildungsplatz. Als Junge verbrachte ich manchen Sonntag in den Räumen der Zeitungsredaktion, wenn mein Vater den so genannten Sonntagsdienst versah. Ich redigierte Textmeldungen, später Sportberichte und ging in der Setzerei auf Entdeckungsreisen. Hier lernte ich die Welt der Printmedien kennen, hier habe ich später während der Schulferien im Papierlager und Fotolabor gearbeitet und in meiner Gymnasialzeit die ersten journalistischen Schreibversuche unternommen. Und nun traf ich also wieder auf den Verlag und beschloss, den Anfängen des Unternehmens nachzugehen.» Herausgekommen ist ein – angesichts der familiären Sozialisation vielleicht nicht überraschend – sehr gut lesbares Buch, das keinesfalls nur Schlaglichter auf den Appenzeller Verlag und die politischen Konstellationen in diesem Nordostschweizer Kanton wirft.

Die Dissertation Müllers gliedert sich in vier Abschnitte. Im ersten thematisiert er exemplarisch fünf politische Verlage in der grenznahen deutschen Schweiz nahe dem Bodensee, die ihre Druckerpressen (auch) für Publikationen von politischen Flüchtlingen aus dem bundesdeutschen «Flickenteppich» zur Verfügung stellten und untereinander vielfältige persönliche wie geschäftliche Beziehungen pflegten. Ausführlich biografiert wird zunächst Johann Michael Schläpfer, der als Handwerksbursche seinen Verlag 1844 gründete. Selbst exponierte sich Schläpfer nur kurzzeitig: im Vorfeld und während des kurzen Schweizer Bürgerkrieges der liberalen beziehungsweise radikalen Kantone gegen den katholischen Sonderbund vom November 1847 – als überzeugter Liberaler mit bissigen Kommentaren in dem von ihm herausgegebenen *Herisauer Wochenblatt* gegen die «Jesuiten», wie

die Minderheit der katholisch-konservativen Kantone abfällig auch genannt wurde. Und auch als politisch ambitionierter Verleger war er nur vorübergehend aktiv. Während der zwei Jahre 1846 und 1847 dominierten im Verlag Schläpfer die für das Ausland bestimmten politischen Schriften, darunter mit 10'000 Exemplaren der auflagenstarke Gedichtband *Ça ira* von Ferdinand Freiligrath. Nachdem im Verlagsprogramm bereits seit 1848 die «unpolitischen Schriften für den lokalen Markt» in den Vordergrund getreten waren, setzte sich mit der massierten nachrevolutionären Repression seit 1853 die Entpolitisierung des Verlags vollends durch. Neben Schläpfers Verlag stellt Müller das bereits 1841 eröffnete *Literarische Comptoir Zürich und Winterthur* von Julius Fröbel vor. Fröbel, der, folgt man der Namensliste der Autoren, das ««Who is who» der literarischen Opposition des deutschen Vormärz» verlegte, exponierte sich auf Seiten der Radikalen auch in den innerschweizerischen Konflikten – und geriet infolgedessen nur umso schärfer mit den eidgenössischen Behörden aneinander. Dies sowie ein ungeschicktes Geschäftsgebaren und schliesslich die wachsenden Spannungen unter den politischen Emigranten führten zum Niedergang und zur Schliessung des Fröbel'schen Comptoirs 1846 (dessen polit-verlegerisches Programm danach vorübergehend teilweise von Schläpfer übernommen wurde). Ein ähnliches Schicksal war dem Verlag des radikalen und streitbaren Verlegers Friedrich Jenni aus Bern, der unter anderen Karl Heinzen verlegte, und dem von 1838 bis 1846 von Ignaz Vanotti, mal im badischen Konstanz, mal im Schweizer Kreuzlingen und deshalb behördlich schwer «fassbaren» Belle-Vue-Verlag beschieden. Vor allem Fröbel und Vanotti seien, so Müller, von einem «fast schon blinden Idealismus» getrieben gewesen und hätten die ökonom-

mische Seite des Verlagsgeschäfts sträflich vernachlässigt. Anders dagegen wieder der fünfte von Müller ausführlicher vorgestellte Verleger, Johann Ulrich Walser aus Appenzell. Seit 1848, mit dem Abebben der revolutionären Euphorie, reduzierte er ähnlich wie Schläpfer das Angebot an politischen Schriften – und blieb infolgedessen gleichfalls weiterhin geschäftlich erfolgreich.

Im zweiten Abschnitt werden die fünf prominentesten Autoren vorgestellt, die Schläpfer zu ihrem Verleger erkoren hatten: Ferdinand Freiligrath als der «Trompeter der Revolution» (dessen *Ça ira* samt Rezeption Müller vorstellt), Karl Heinzen als der wichtigste Autor des Verlags Schläpfer, der bisher gänzlich unbekannt, Württemberger Christian Gottlieb Abt, während der Revolutionsjahre 1847–1849 ein in Südwestdeutschland offenbar recht einflussreicher sozialistisch-republikanischer Publizist, sowie schliesslich Karl Marx und Friedrich Engels. Die Autoren werden (bis auf Marx und Engels) ausführlich biografiert, ihre Kontakte zu Schläpfer im Detail rekonstruiert. Während Freiligrath, Heinzen und Abt umfangreichere Beziehungen zum Appenzeler Verleger unterhielten, scheiterten die Versuche von Marx und Engels, ihre «Deutsche Ideologie» beim «Schufferle Schläpfer in Herisau» sowie dem Verlag Belle-Vue unterzubringen – sodass das berühmteste Werk unter den zahlreichen von Müller genannten zeitgenössischen Arbeiten erst ein knappes Jahrhundert später, 1932, vollständig erscheinen konnte. Anhand der vorgestellten Autoren illustriert Müller exemplarisch ein Grunddilemma der Exilliteraten: Sie mussten «ohne Unterlass produzieren, um zu überleben», und waren gleichzeitig abhängig von den Verlegern, die ihrerseits als selektive Instanz fungierten, das heisst über Wohl und Wehe der obrigkeitskritischen Literatur entschieden.

Der anschliessende Abschnitt zur Frage, wie sich die deutschen Staaten des Ideenschmuggels aus der benachbarten Schweiz zu erwehren suchten, ist der mit Abstand umfangreichste und nimmt etwa die Hälfte des gesamten Buches ein. Er bietet einen vorzüglichen Überblick über die Zensur- und Polizeigeschichte des Deutschen Bundes sowie seiner grösseren Mitglieder Preussen, Österreich, Sachsen und den drei grossen süddeutschen Staaten. Mit den bekannten Arbeiten, vor allem Wolfram Siemanns, überschneidet sich dieser Teil zwar; Müller kann jene jedoch – da aus dem eidgenössischen Blickwinkel und mit Blick auf die Schweizer Verleger deutscher Exilliteratur geschrieben – um aufschlussreiche Facetten bereichern. Wichtige Ergebnisse sind unter anderem, dass die Schweiz von Mitte der 1820er-Jahre auf politischen Druck der europäischen Grossmächte die innerschweizerische Pressefreiheit einzuschränken trachtete (erstes und zweites Konkursum vom Juli 1823 beziehungsweise August 1838), die diesbezüglichen Auseinandersetzungen mit dem Ausland jedoch das Schweizer Nationalgefühl stärkten und den liberalen beziehungsweise radikalen Strömungen Auftrieb verschafften. Die pressepolitische Repression des Deutschen Bundes scheiterte freilich nicht allein an den standhaften Eidgenossen; sie war strukturell obsolet. Beredt ist eine von Müller zitierte Passage aus dem Protokoll der Bundesversammlung vom 9. Juli 1847, die einer Kapitulationserklärung der Obrigkeiten gleichkam: «Eine lange Erfahrung von fast 30 Jahren hat herausgestellt, dass Censoren von der Tüchtigkeit und in der Anzahl, wie sie zu allseitig befriedigender Übung der Censur erforderlich wären, fast nirgends und zu keiner Zeit aufzutreiben gewesen sind. [...] Die Erfahrung hat gelehrt, dass im Grossen und Ganzen die Censur der Opposition weniger hinderlich war, als der



Action, dem Einflusse und der Wirksamkeit der Regierungen. Während voraussetzen gewesen wäre, dass die Censur die Anfeindung, Verläumdung und Verunglimpfung der Regierungen verhindern und ihre Vertheidigung, Rechtfertigung und richtige Beurtheilung vielmehr begünstigte, ist überall das Gegentheil eingetreten.» Preussen mit seinem bis 1843 «wirren Geflecht an Zensurbehörden» und einer von Provinz zu Provinz unterschiedlichen Ausführungspraxis hatte vor diesem Hintergrund schon vorher – bis zur Revolution vergeblich – einen pressepolitischen Paradigmenwechsel einzuleiten versucht und unter anderem die in der Schweiz gedruckte oppositionelle Literatur auch ökonomisch, durch ein gemeinsames Zollsystem und bundesweite Debitverbote, bekämpfen wollen. Das Metternich'sche Österreich dagegen beharrte auf seinem überkommenen «aufwendigen Zensurapparat, seiner riesigen Bürokratie und einem langen Instanzenweg». Wieder anders war die Situation in der konstitutionellen Monarchie Sachsen mit Leipzig, dem Zentrum des deutschen Buchhandels. Hier oszillierte die pressepolitische Repression zwischen einer nominell scharfen Zensur und einer liberalen lokalen Praxis namentlich in Leipzig, um den florierenden Buchhandel dort nicht zu gefährden. Ähnlich «inkonsequent» und «ratlos» war die behördliche Zensurpraxis in den südwestdeutschen Staaten. Erst nach der Revolution schlug, so Müller in einem knappen Ausblick im Anschluss an Siemann und andere, die Stunde der «Verpolizeilichung» der Pressepolitik, kam es zu einer umfassende «Modernisierung» der Repressionspolitik. Dem «Strukturwandel der Öffentlichkeit» korrespondierte ein, wie Müller pointiert formuliert, «Strukturwandel der Öffentlichkeitskontrolle».

Im vierten Teil der Arbeit schliesslich skizziert Müller verschiedene gerichtliche Verfahren der eidgenössischen Behörden

gegen die politischen Verlage, die überwiegend mit moderaten Geldbussen endeten, sowie die Tricks und Kniffe, mit denen die Verleger auf die erneuerte Repression kurz vor und dann nach der Revolution reagierten, um ihre Publikationen doch noch «an den Mann» bringen zu können (falsche Deklaration von Büchersendungen, kleinformatige Schriften, die sich leicht verstecken liessen, fingierte Druckorte, Pseudonyme usw.).

Etwas fade ist der Schluss: Gewiss ist es zutreffend, dass «die Exilliteraten und ihre Verleger keine Revolution herbeischreiben» konnten oder sie gar «ausgelöst» haben, wie Müller betont. Dazu brauchte es weitere Bedingungen und historische Zufälle. Dennoch waren die Aktivitäten der Exilverlage sowie der von ihnen protegierten Autoren – und ebenso die der Ideenschmuggler, die das kostbare Gut über die Grenze und unter die Menschen brachten – eine notwendige Voraussetzung, damit es überhaupt zu den europäischen Umwälzungen der Jahre 1847–1849 kommen konnte. Die «Macht des gedruckten Wortes» war trotz meist kleiner Auflagen der geschmuggelten Schriften immens. Das hatten der «Grosse Rat von Appenzell Ausserrhodon» und andere Behörden durchaus zu recht erkannt. Die im Ausland verlegte, obrigkeitkritische Literatur bereitete nicht nur presserechtlichen Reformen in Deutschland und der Schweiz das Terrain, sondern eben auch der, die alten Mächte ins Mark erschütternden Revolution, die den Beginn der europäischen Moderne einläutete.

Rüdiger Hachtmann (Berlin)

**ANDREAS SCHWAB
MONTE VERITÀ –
SANATORIUM DER SEHNSUCHT**

ORELL FÜSSLI, ZÜRICH 2003, 286 S., FR. 49.–

Schon im Titel *Sanatorium der Sehnsucht* klingt die doppelte Fragestellung der Studie an. Zum Einen geht es dem Berner Historiker Andreas Schwab um die vegetarische Pension auf dem Hügel ob Ascona. Welche Kuren wurden angeboten, auf welches Zielpublikum war der Betriebsalltag des Sanatoriums ausgerichtet? Wie ein Exkurs über die Anfänge des Tourismus im Tessin aufzeigt, musste sich der Monte Verità in Konkurrenz zu einer beträchtlichen Zahl von Kurhotels und Heilstätten aller Art positionieren. So präsentierte sich das Sanatorium selbst als weltanschaulich geprägtes, alternatives Reise- und Ferienziel an. Zum anderen berichtet der Autor über ein utopisches Experiment, das sich im Verlauf des 20. Jahrhunderts zu einem Mythos entwickelt hat. Ausführlich behandelt er die gelebten oder zumindest propagierten Lebens- und Gesellschaftsentwürfe der dortigen Protagonisten, allen voran der zwei Gründer Henri Oedenkoven und Ida Hofmann. Wie ist es möglich, dass gerade ihr lebensreformerisch motiviertes Sanatorium im Gedächtnis haften geblieben ist und Künstler wie Wissenschaftler immer wieder von neuem inspirieren konnte?

Erich Mühsam, auch er einer der prominenten Gäste, die viel zum besonderen Reiz des Monte Verità beigetragen hatten, brachte das in der Fragestellung aufgeworfene Spannungsverhältnis von programmatischen Ansprüchen und realisierten Verhältnissen auf den Punkt, als er von einer «Hotelpension mit ethischem Firmenschild» sprach. Er mokierte sich über die offen zu Tage tretenden Widersprüche zwischen einem nach kommerziellen Kriterien geführten Sanatorium und den hehren Idealen ihrer Betreiber.

Ein Verdienst der Untersuchung besteht darin, es nicht bei dem Nachweis solcher Ungereimtheiten zu belassen, von denen es reichlich gibt. Indem der Monte Verità in den Kontext des Tourismus und der Kommerzialisierung der Lebensstile gestellt wird, ergeben sich für das Verständnis der Lebensreformbewegung neue Erkenntnisse. So lässt sich das Sanatorium als Pionier eines Ernährungswandels fassen, aber auch als Vorläufer einer Gesundheits- und Fitnessbewegung, die dem Prinzip der Selbstverwirklichung verpflichtet bleibt. Unter diesem Gesichtspunkt erscheint die Lebensreformbewegung nicht nur als weltfremde Flucht in heile Naturbilder und romantische Gesellschaftsutopien, sondern sie nimmt auch zukünftige innovative Entwicklungen voraus.

Eine neue und bisher unbekanntete Sicht auf den Monte Verità vermittelt die Untersuchung da, wo sie sich mit sozial- und alltagsgeschichtlichen Fragestellungen im Stil einer Fallstudie an ihren Gegenstand wendet. Der Abschnitt über Ascona macht deutlich, dass sich die Kontakte zwischen der Bevölkerung von Ascona und den Gästen, aber auch Betreibern des Sanatoriums auf rein wirtschaftliche, mitunter rechtliche Fragen reduzierten, wobei sich Oedenkoven als geschickter Verhandler erwies. Verblüffend ist der Abschnitt über den Immobilienhandel in Ascona, trugen doch die «Naturmenschen» wesentlich zum Bauboom auf dem Hügel bei und verdienten mit der Bodenspekulation gutes Geld. Aufschlussreich für das Verständnis des Monte Verità sind auch die Werbestrategien von Oedenkoven und Hofmann, auf die im Buch mehrfach eingegangen wird. Der Autor hat in diesem Zusammenhang eine Reihe von Zeitschriften zusammengetragen, die bis anhin noch nie ausgewertet wurden. Und nicht zuletzt räumt er der Schilderung der Kurpraxis



viel Raum ein, wobei der Komfort – man verfügte über Zentralheizung, elektrisches Licht, Tennisplatz – für die Propheten einer natürlichen Lebensweise beachtlich war.

Die Darstellung der weltanschaulichen Ansprüche der Betreiber des Sanatoriums hält sich an die Selbstzeugnisse der damaligen Protagonisten. Ausführlich wird auf deren Vorstellungen über den Vegetarismus, die Frauenemanzipation, Siedlungsprojekte und kooperative Betriebsstrukturen eingegangen. Wirklich neue Einsichten gewinnt der Autor nicht, aber die Kluft zwischen Anspruch und Realität auf dem Monte Verità öffnet sich mitunter mächtig.

Spannender und polemischer sind die Schlussbetrachtungen über die Rezeptionsgeschichte und die Entstehung des Mythos Monte Verità. Die Deutungen der 1970er-Jahre, etwa in der Ausstellung von Harald Szeemann zum Monte Verità aus dem Jahr 1978 mit ihrem Konzept der «Reformkulturlandschaft» wie auch jene der 1980er-Jahre, Martin Greens Buch mit seiner These von der *counterculture*, werden vom Autor kritisch gewürdigt. Zwar trugen Ausstellung wie Buch enorm zur Stilisierung des Monte Verità als wichtiger Referenzpunkt auf der intellektuellen Landkarte des 20. Jahrhunderts bei, nur mit dem Alltag im Sanatorium hatten diese Interpretationen nichts zu tun. Je berühmter der Hügel ob Ascona im Rückblick wurde, desto mehr verflüchtigte sich die historische Substanz des Gegenstandes und machte wilden Phantasien Platz.

Roger Sidler (Bern)

ZEITSCHRIFT FÜR UNTERNEHMENSGESCHICHTE 48/1 (2003)

C. H. BECK, MÜNCHEN, 125 S.

Das erste Heft des vergangenen Jahrgangs der *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte* vereinigt Aufsätze, welche die Alterssicherung in verschiedenen Ländern vergleichend thematisieren. Sie basieren auf einer Tagung, die im September 2002 von der Gesellschaft für Unternehmensgeschichte zu «Unternehmen und Alterssicherung» durchgeführt worden ist. Der Entstehungszusammenhang macht verständlich, dass die Beiträge zu Deutschland, der Schweiz, Grossbritannien, Japan, den USA und Frankreich ein spezielles Gewicht auf die Bedeutung der betrieblichen Altersvorsorge im Gefüge der Alterssicherung legen.

Die Aufsätze zeigen, dass die länderspezifischen «modernen» Bemühungen um Alterssicherung geprägt sind von gesamtwirtschaftlichen und gesamtgesellschaftlichen Entwicklungen. Diese thematisiert vorab Gerd Hardach, nachdem er definitorische Klärungen vornimmt.

Altersvorsorge, so Hardach, meint das Ensemble von Einkommen in einer Lebensphase nachlassender Erwerbsfähigkeit, was Erwerbseinkommen, öffentliche und private Transfereinkommen, Vermögenseinkommen und reale Transferleistungen einschliesst. Er betont die Unterschiedlichkeit, mit welcher der Beginn der Altersphase angesetzt worden ist, und demgegenüber den Sachverhalt, dass in der sozialen Realität der Übergang in die Altersphase immer schon bei etwa 60 Jahren gelegen habe. Als gesamtwirtschaftliche Entwicklungen müssen die Phase des Übergangs in die industrielle Entwicklung und die damit entstehende wirtschaftliche Struktur beachtet werden (Grossindustrie versus Kleinbetriebe; starker Minensektor; privatwirtschaftlich

versus staatswirtschaftlich induzierte Industrialisierung und anderes mehr). Als gesellschaftliche Entwicklungen sind insbesondere die Vorgänge angesprochen, die zur Alterung der Bevölkerung geführt haben, sowie jene, welche die Bedeutung der Familie als rechtliche und moralische Solidargemeinschaft hinsichtlich der Geldleistungen reduziert hat. Er betont aber, wie nach ihm auch die anderen Autoren, dass für die Pflege von älteren Menschen noch heute familiäre Leistungen entscheidend sind.

Neben den allgemein klärenden Ausführungen skizziert Hardach die deutsche Entwicklung, die international vergleichend vor allem durch die frühe staatliche Aktivität im Versicherungswesen hervortritt. Als weiter bemerkenswert betont er die zweifache Vernichtung des privaten Versicherungskapitals durch die Inflation der 1920er-Jahre und durch die Kriegsfinanzierung des «Dritten Reichs». Hardach legt nahe, dass der enorme Ausbau der Altersversicherung in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts zwar durch die Hochkonjunktur finanzierbar wurde, gleichzeitig aber auch auf dem Hintergrund der zweifachen Kapitalvernichtung davor zur enormen Belastung geworden sei.

Lengwiler stellt das schweizerische «Modell» dar, das in der internationalen Debatte wegen seiner «drei Säulen» und insbesondere wegen der relativ billigen staatlichen Säule stark beachtet wird. Er zeigt, dass die betriebliche Altersversicherung einen wichtigen Teil der Vorsorge ausmacht, weil viele Unternehmen, zum Teil aber auch Gewerkschaften bereits Kassen gegen Armutsrisiken eingerichtet hatten, als in der Schweiz international gesehen spät die Einrichtung einer staatlichen Altersversicherung angegangen wurde. Günstige rechtliche Rahmenbedingungen und vergleichsweise gute, wenn auch sehr unterschiedliche Leistungen der beruflichen Altersvorsorge sicherten die-

ser auch in der Nachkriegszeit den Vorrang gegenüber der staatlichen AHV. So kam es zur Verankerung des Drei-Säulen-Konzepts in der Bundesverfassung 1972 (zur staatlichen und beruflichen trat nun die steuerlich begünstigte private Altersvorsorge). Die vergleichsweise schlanke Versicherung der älteren Menschen in der Schweiz weist allerdings Probleme auf, insofern die berufliche Versicherung an der Berufsbiografie des voll und ununterbrochen erwerbstätigen Mannes orientiert ist, die soziale Reichweite also beschränkt und das Solidarprinzip relativ schwach verankert ist.

Robin Pearson zeigt in seiner Darstellung, dass die Situation in Grossbritannien zum einen gekennzeichnet ist durch ein relativ billiges, aber auch geringe Kraft aufweisendes staatliches System seit den 1920er-Jahren. Zum andern betont er die Bedeutung der kommerziellen Versicherer auf dem englischen Markt, die gegenüber den staatlichen Renten durch die Steuerpolitik unter anderem privilegiert worden sind. Ihre Orientierung am Börsengeschehen und der relativ schwach ausgestaltete rechtliche Schutz des Versichertenanspruchs führten zu erheblichen Turbulenzen und Verlusten in den Rentenvermögen. Insbesondere hat das System eine eher geringere soziale Reichweite als das schweizerische, ist die Regelung der staatlichen Rente ungenügend, und rechtliche Rahmenbedingungen behindern die Leistungsfähigkeit zum Beispiel beim Transfer betrieblicher Pensionen.

Anna Maria Thränhardt diskutiert die japanische Entwicklung und sieht sie gekennzeichnet durch die hervorragende Bedeutung der betrieblichen Wohlfahrt. Dies sowie die Auffassung, Vorsorge sei primär privater Verantwortung anheimgestellt, bedingte eine schwache Entwicklung der öffentlichen Versicherungsnetze und hat letztlich den Wohlfahrtsstaat Ja-



pan zweigeteilt: Arbeitnehmende von grossen Unternehmen haben Anteil an vergleichsweise guten Sozialnetzen, die übrigen sind auf die seit 1954 im Aufbau befindliche, extrem niedrige Volksrente angewiesen. Problematische rechtliche Grundlagen und krasse Ungleichbehandlung zwischen staatlichen und betrieblichen, aber auch innerhalb betrieblicher Versicherungsnetze führen zu riesigen Unterschieden bei der sozialen Sicherheit älterer Menschen. Diese begegnen der Situation zurzeit vermehrt durch private Versicherungsabschlüsse.

In der Skizze von Martin Seeleib-Kaiser erscheint die Versicherungssituation in den USA als weitere Variante eines Systems, das in ausgeprägter Weise auf der betrieblichen Versicherung basiert, was seine Wurzeln im Bemühen der Unternehmer habe, Arbeitnehmende zum Wohlverhalten zu bringen und die Gewerkschaften zu zähmen. Während einiger Jahrzehnte war das System erfolgreich; es bezieht aber ebenso wie das japanische nur besser gestellte Arbeitnehmende ein und führt gesamtgesellschaftlich zu extremen sozialen Unterschieden bezogen auf die Versicherungssituation. Dies umso mehr, als eine starke betrieblich organisierte Versicherungssituation dem Aufbau staatlicher Versicherungsnetze engste Grenzen setzt. Dabei ist allerdings seit den 1980er-Jahren, seit die Unternehmen den Kostendruck der globalisierten Wirtschaft als Bedrohung anführen, ein erheblicher Rückgang in den betrieblichen Vorsorgeleistungen zu beobachten, ohne dass staatliche Bemühungen um einen damit nötigen Ausgleich mehr soziale Sicherheit gewährleisten können.

Der abschliessende Beitrag von André Straus zur Entwicklung in Frankreich macht deutlich, dass das gesellschaftliche Bemühen um die Alterssicherung lange ein punktuelles war, weil die Mehrheit der Bevölkerung relativ lange in agrarisch-

kleinräumigen Verhältnissen verblieb und für das Alter auf den familialen Landbesitz vertraute. Als kritisch wurde die soziale Sicherheit der proletarisierten Arbeiterschaft der Grossindustrie angesehen, für die ein System auf Kapitaldeckung basierender Alterssparkassen begründet wurde. Da dieses System eine regelmässige Einzahlung voraussetzt, hatte es gerade für die Arbeiterschaft wenig Wirkung. Staatliche Interventionen über rechtliche Regelungen, finanzielle Hilfen und anderes begründeten schliesslich ein System grösserer sozialer Reichweite, das in der Zwischenkriegszeit mit dem Pflichtcharakter, dem Umlageverfahren statt Kapitaldeckungsprinzip und den erhöhten staatlichen Zuschüssen den Durchbruch erlebte.

Obwohl den Aufsätzen vergleichende Diskussionen an der Tagung mit zu Grunde liegen, hätte man sich eine noch stärker vergleichende Perspektive gewünscht. So betonen ausser Hardach alle Autoren die Bedeutung der betrieblichen Vorsorge. Noch allzu stark aber bleiben die Beiträge den nationalen Besonderheiten als Erklärungszusammenhänge verpflichtet. Der Vergleich der damit doch ähnlicher Ausgangssituationen hätte mit gezielterer Behandlung von gewissen, für die heutige Debatte wichtigen Aspekten (Umlageverfahren versus Kapitaldeckung; Ausmass staatlicher Zuschüsse; Grad und Charakteristik der rechtlichen Kontrolle privater und unternehmerischer Versicherungsnetze) und bedeutsamen historischen Konstellationen (demokratische Legitimation beziehungsweise sozialer Friede, Stärke der Gewerkschaften und ihrer Kassen, Bedeutung von Kapitalvernichtung usw.) gefördert werden können. Dies hätte die Einsichten, welche die Beiträge zweifellos vermitteln, erheblich vertiefen können.

Béatrice Ziegler (Bern)

THOMAS SCHLICH
**SURGERY, SCIENCE AND INDUSTRY
A REVOLUTION IN FRACTURE CARE,
1950s–1990s**

BASINGSTOKE, PALGRAVE MACMILLAN, 2002, 349 P.,
\$ 65

Affirmons-le d'emblée, l'ouvrage de Thomas Schlich est une contribution majeure à l'historiographie suisse contemporaine. Le fait que cette étude, fortement influencée par les recherches américaines en sociologie des techniques et des sciences, paraisse en langue anglaise, dans une collection dirigée par l'historien britannique John Pickstone, est symptomatique de l'état embryonnaire de la recherche en histoire économique et technique de la médecine en Suisse.

Schlich s'attache à montrer dans cet ouvrage comment un groupe de chirurgiens suisses alémaniques parvient dans les années 1950 et 1960 à faire reconnaître internationalement la technique de l'ostéosynthèse (réunion des fragments d'os au moyen de vis, de boulons et de plaques métalliques) comme la plus adéquate au traitement des fractures, alors que la technique de l'extension était encore très largement acceptée et pratiquée. A l'origine de ce succès se trouve l'*Arbeitsgemeinschaft für Osteosynthesefragen* (AO), basée à Davos et fondée en 1958 par un groupe de 13 chirurgiens alémaniques, dont Maurice Müller (orthopédiste formé à Zurich), Robert Schneider (chirurgien généraliste), Hans Willeneger (orthopédiste) et Martin Allgöwer (chirurgien), qui seront les têtes dirigeantes de l'association jusqu'au milieu des années 1980. Ce sont de jeunes chirurgiens en provenance du canton de Berne et du Nord-Ouest de la Suisse (Soleure, Bâle, etc.), qui ne font pas carrière à l'Université, mais occupent des postes moins prestigieux dans les hôpitaux régionaux. (31)

L'ostéosynthèse est le résultat de la rencontre entre ces jeunes chirurgiens socialement déclassés et des industriels du secteur métallurgie-mécanique qui permettent le passage au stade industriel de cette innovation médicale. Parmi les fondateurs de l'AO, plusieurs médecins entretiennent en effet des liens privilégiés avec le monde industriel des villes du pied du Jura, comme le Dr Müller, proche parent de Robert Mathys, un ingénieur mécanicien soleurois qui devient dès la fin des années 1950 le producteur du matériel d'ostéosynthèse de l'AO (plaques de métal, vis, boulons, etc.), fabriqué selon les principes de l'interchangeabilité et de la compatibilité des pièces. A la même époque, une collaboration est mise en place avec l'institut Straumann de Waldenburg pour la recherche de métaux adéquats. Enfin, l'AO restructure son organisation commerciale en décembre 1960, avec la fondation de la société Synthes AG, détentrice des brevets et responsable de la distribution des produits, les bénéfices de cette société devant essentiellement permettre le financement de nouvelles recherches.

Les chirurgiens de l'AO se heurtent rapidement à l'élite chirurgicale en place. Les présentations de l'ostéosynthèse faites dans le cadre de réunions de la Société suisse de chirurgie en 1960 sont l'occasion pour Karl Lenggenhager (professeur de chirurgie à Berne), Max Geiser (chirurgien-adjoint à la Faculté de Berne) et Hans-Ulrich Buff (professeur de chirurgie à Zurich dès 1961) de dénoncer l'amateurisme de ces jeunes chirurgiens: l'ostéosynthèse est une méthode encore controversée et il est inacceptable qu'une équipe de médecins proposent la standardisation et l'industrialisation de cette technique non reconnue par les milieux universitaires.

L'acceptation de cette innovation passe alors par trois voies principales.



Tout d'abord, l'AO organise des cours pratiques d'ostéosynthèse pour médecins, à Davos dès 1960, puis à l'étranger dès 1965. Ils remportent un très large succès. De 1960 à 1998, on dénombre plus de 150'000 chirurgiens ayant suivi les cours de l'AO, dont plus de 30'000 à Davos. Des cours similaires sont organisés pour le personnel infirmier dès 1962. Dans le même esprit de diffusion du savoir, l'AO rédige des manuels en plusieurs langues dès 1963 et accorde des bourses d'études – financées par Synthes AG – à de jeunes chirurgiens dès 1969.

Deuxièmement, l'AO développe les recherches en laboratoire afin de donner une dimension scientifique à son activité considérée comme artisanale et empirique. Le petit laboratoire ouvert à Davos en 1959 connaît une forte croissance. Il compte 25 employés en 1967 et a un budget annuel de près d'un million de francs au début des années 1970, alors soutenu à près de 60% par Synthes AG. Ce laboratoire devient la justification théorique de l'ostéosynthèse.

Enfin, l'AO mène de très vastes recherches cliniques et produit une masse considérable de documentation (statistiques, articles, etc.). Dans l'idéal, chaque chirurgien acquis à l'ostéosynthèse devait envoyer ses données à l'AO, dont le centre de documentation compte 175'000 cas recensés en 1986. Cette procédure d'enregistrement et de contrôle de multiples cas cliniques permet la reconnaissance de l'AO par les chirurgiens universitaires mais entraîne des difficultés dans certains pays.

Les succès de l'AO sont aussi rendus possibles par des facteurs externes, comme le soutien précoce de la SUVA (1960) ou les nombreuses opérations consécutives aux accidents de ski (nouvelle clientèle internationale dans les années 1960). Les leaders de l'AO obtiennent finalement la reconnaissance universitaire

et des postes de professeurs (Müller est nommé professeur à Berne en 1963; Allgöwer à Bâle en 1966).

La réussite de l'AO se mesure aussi avec son extension internationale. Dans la continuité d'anciennes filières de formation et d'échanges scientifiques, des contacts sont très rapidement établis avec des chirurgiens autrichiens et allemands (1958–1959). Un bon exemple d'extension du rayonnement de l'AO est l'organisation de cours dans de nouveaux pays: RFA (1965), Yougoslavie (1968), Canada (1969), Autriche (1970), USA (1970), Australie (1972), Mexique (1972), etc. De même, la société Mathys ouvre une quinzaine de succursales dans le monde: RFA (1963), Autriche (1963), Belgique (1964), Italie (1965), etc.

Dans le vaste portrait qu'il fait de l'internationalisation de l'AO, Schlich s'arrête sur deux cas qui illustrent comment l'acceptation de l'AO et de son mode de travail dépendent de l'organisation du marché des soins dans les divers pays. Il montre tout d'abord l'exemple de la République démocratique allemande qui est celui d'une rapide et profonde acceptation de l'ostéosynthèse. L'étroitesse du marché médical, l'absence de concurrence et la centralisation d'un système de santé étatisé sont autant de facteurs favorables, dès le moment où l'AO a réussi à séduire les quelques chirurgiens qui décident de l'organisation médicale du pays. Le second exemple est celui des Etats-Unis et illustre les difficultés rencontrées par l'AO sur un marché médical vaste, individualisé et libéralisé. Les chirurgiens américains, s'ils adoptent certaines techniques mises au point par l'AO, rejettent fortement les éléments rigides du système (enregistrement centralisé des résultats, achat de matériel Synthes AG, etc.). Les limites du mode de travail de l'AO tels qu'ils sont mis en lumière dans le cas américain se re-

trouvent dans de nombreux autres pays occidentaux. Le fort développement de l'ostéosynthèse et de l'AO au niveau mondial débouche en effet au début des années 1970 sur une crise de croissance. Il faut alors compter avec une tendance à la déstandardisation, suite à l'apparition de matériel non compatible (grande demande du marché, apparition de producteurs concurrents, etc.). Mais surtout, dans plusieurs pays (Italie, Allemagne, Autriche, etc.), des chirurgiens se rassemblent en groupes informels et n'annoncent pas à l'AO leurs activités. Il y a donc, autant pour l'AO pour des raisons scientifiques et professionnelles que pour Synthes AG pour des raisons commerciales, un risque de naissance de nouvelles techniques et procédures en-dehors du contrôle suisse. C'est donc pour pallier ces effets négatifs que l'AO décide en 1972 de s'organiser au niveau international avec la création d'AO International (AOI), organisme largement dominé par les leaders suisses de l'AO. Cette initiative est un échec. La croissance de l'ostéosynthèse au niveau mondial est beaucoup trop forte – elle est pratiquée dans plus de 80 pays au début des années 1980 – pour qu'un petit groupe de chirurgiens suisses puisse en garder le contrôle. L'AO se fait une raison et abandonne son idée originelle de contrôle mondialisé des pratiques, de standardisation du matériel et de centralisation des données cliniques. L'AOI devient une association de contacts et d'échanges entre chirurgiens du monde entier, ainsi que d'enseignement. Quant à l'AO, elle organise la transmission des pouvoirs à une nouvelle génération – dont des chirurgiens étrangers et quelques représentants des milieux industriels – et se constitue en fondation privée, actionnaire unique de Synthes AG (1984).

182 ■ Schlich montre dans cette étude comment se construit l'adoption d'une inno-

vation chirurgicale en prenant l'exemple de l'ostéosynthèse. On peut toutefois regretter que l'auteur n'ait pas plus approfondi les aspects financiers de la nébuleuse AO-Synthes-Mathys-Straumann. Les grands thèmes de l'histoire d'entreprise (organisation, production, financement, profit, etc.) auraient certainement apporté une dimension supplémentaire à la compréhension du développement de l'ostéosynthèse, tant en Suisse qu'au niveau mondial, notamment dans l'explication des difficultés rencontrées sur certains marchés, américain en particulier. Il n'en reste pas moins que l'ouvrage de Schlich est un travail pionnier dans le champ de recherche en histoire de la médecine en Suisse, encore très largement dominé par l'histoire sociale de la médicalisation.

Pierre-Yves Donzé, Neuchâtel

**MICHAEL GEHLER
ZEITGESCHICHTE
IM MEHREBENENSYSTEM
ZWISCHEN REGIONALISIERUNG,
NATIONALSTAAT,
EUROPÄISIERUNG,
INTERNATIONALER ARENA
UND GLOBALISIERUNG**

WINKLER, BOCHUM 2001, 245 S., 33,-

Wie soll die Periode seit dem Zweiten Weltkrieg geschrieben werden? Welcher Bezugsraum ist adäquat für eine politische Historiografie, wenn der klassische Territorialstaat immer mehr in übernationale Ebenen eingebunden wird und welche methodischen Konsequenzen müssen demnach gezogen werden? In einem langen collageartigen Essay hält Michael Gehler (Institut für Zeitgeschichte der Universität Innsbruck) einen Moment inne, stellt Fragen und wagt den Versuch einer Forschungsskizze. Das Buch enthält



viele Anregendes und weist über die vielen Beispiele aus der österreichischen Zeitgeschichte hinaus. Es handelt sich um eine Mischung zwischen Lesebuch, kommentierter Bibliografie und persönlicher Bilanz eines umtriebigen Historikers, der sich der politischen Geschichte primär zugehörig fühlt. Insgesamt handelt es sich um ein überschaubares, in sieben Kapitel gegliedertes Werk, das äusserst animierend auf diejenigen wirkt, die sich selber mit der Zeitgeschichte auseinandersetzen.

Gehler erfindet keine neue Definition von Zeitgeschichte und hält sich auch nicht lange über den Begriff auf. Für ihn handelt es sich um die Epoche, die mit dem Zweiten Weltkrieg einsetzt und bis in die Gegenwart reicht. Wesentlich ist aber nicht die Umschreibung des Gegenstands («Was ist Zeitgeschichte»), sondern die Frage, wie man diese adäquat einfängt. Gehler plädiert gewissermassen für eine «Mehrebenenbetrachtung». Damit spricht er nicht einfach der Abkehr vom Spezifischen und/oder Lokalen zu Gunsten einer «Weltgeschichte» das Wort. Vielmehr soll der Einbezug mehrerer Ebenen zeigen, dass über dem Regionalen eine nationale und darüber wiederum eine europäische Dimension liegt, die von einer globalen überlagert wird. In der Interdependenz verschieden verfassender Staatsgewalten und dem Einbezug paralleler oder übergeordneter Entitäten liegt die methodische Herausforderung. Ausgehend von Österreich, worauf er immer wieder Bezug nimmt, schreibt er: «Austrozentriertes Forschen und Schreiben wird weiterhin möglich, im Zeichen einer internationalen und globalisierten Geschichtsbetrachtung aber kaum mehr zielführend, geschweige denn gefragt sein.» (192) Und dennoch postuliert Gehler nicht einfach einen *global turn*. Lokal-, Regional- und Nationalgeschichtsforschung seien «nichts Verwerfliches» und deshalb weiterhin notwendig. Aller-

dings sei deren Bedeutung «im Lichte übergeordneter Fragestellungen, internationaler Entwicklungen und von Globalisierungseffekten zu betrachten und in die jeweiligen Geschichtsdarstellungen einzubeziehen». (197)

Soweit also der Anspruch einer Zeitgeschichte im Mehrebenensystem. Der Begriff ist der Politikwissenschaft entlehnt und dient der Beschreibung des europäischen Integrationsprozesses. Gehler stellt nicht nur Forderungen auf, er präsentiert gleich mehrere Beispiele im sechsten Kapitel. Die Rückwirkungen des Marshall-Plans auf der nationalen und regionalen Ebene seien nicht nur in ausenwirtschaftlicher sondern auch in kultureller und gesellschaftlicher Perspektive untersuchungswürdig. Die US-amerikanische Wiederaufbaupolitik und die Strategie des *containment* können als «populär-kulturpolitisch-antikommunistischer Durchdringungsprozess» gelesen werden. (152) Ein anderes Beispiel ist die transnationale Parteienkooperation der europäischen Christdemokraten. Auf diesem Gebiet hat Gehler eigene Forschungsarbeiten vorgelegt. Obwohl die europäischen Christdemokraten mehr Heterogenität als die sozialistische Internationale aufweisen, teilten sie die Abendland-Ideologie. Informelle («Genfer Kreis») und formelle (Europäische Union Christlicher Demokraten, EUCD) Kontakte wurde als Foren repräsentativer und kollektiver Selbstvergewisserung für gemeinsame Orientierungen genutzt. Die (west)europäischen Christdemokraten akzeptierten die Teilung Deutschlands und Europas, weil sie eine gemeinsame Auffassung über den antiliberalen und anti-sozialistischen Ursprung des Totalitarismus verband. Etwas essayistisch erwähnt der Autor weitere Beispiele: Unternehmensgeschichte in der *new economy*, Rechtsextremismus und Populismus in vergleichender Perspektive oder

die transnationalen Protestbewegungen der Globalisierungskritiker.

Insgesamt folgt man einem mäandrierenden Text, der einen angenehmen Kontrapunkt zur trockenen Wissenschaftlichkeit setzt, die der etwas schwerfällige Titel eigentlich vermuten lässt. Immer wieder finden sich persönlich gefärbte Anspielungen zum Alltag im Lehr- und Forschungsbetrieb. Wenn Gehler vom «Gutachterunwesen», von der produktiven Krise der Geschichtswissenschaft, vom Übel der Spezialisierung oder vom Irrtum der Postmoderne spricht, dann tut er dies nicht aus der allwissenden Perspektive des Lehrstuhlinhabers, der sich auf die Metageschichte verlegt hat.

An Gehler selbst haftet der Archivstaub und seine methodischen Hinweise wurzeln in der Alltagspraxis von Lehre und Archivforschung. Er selber will nicht postmodern sein, eine moderne (Zeit-) Geschichtsschreibung biete ausreichend Forschungsstoff. Gehler selber ist nicht der mondäne und total mobile Forschertyp, den man hinter seinem Anliegen vermuten würde. Er zieht den Archivhistoriker dem kosmopolitischen Kongresshistoriker vor. Der Text ist letztlich ein Plädoyer für globale und europäische Vergleichsebenen, ohne die Bodenhaftung im nationalen oder regionalen Raum zu verlieren.

Thomas Gees (Bern)